



Congrès fondateur du

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

22-23 octobre 2016

TEXTES ADOPTÉS

Sommaire :

- **Réflexion sur l'échec de l'unification URCF – Communistes : p. 2 à 18**
- **Capital / travail – Classe contre classe : p. 19 à 22**
- **La question des femmes dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et pour le socialisme : p. 23 à 31**
- **L'immigration, source de profits pour les bourgeoisies française et étrangères : p. 32 et 33**
- **Se tourner résolument vers la jeunesse, créer la jeunesse communiste : p. 34 à 36**
- **Les statuts du Parti Communiste Révolutionnaire de France : p. 37 à 45**



Réflexion sur l'échec de l'unification URCF-COMMUNISTES

Moins d'un an après l'unification des forces de *COMMUNISTES* et de L'URCF dans le « Parti révolutionnaire - Communistes », la situation a conduit à ce que que les camarades venant de l'URCF se retirent et qu'ils décident de s'organiser dans un nouveau parti. Une telle situation est un constat d'échec politique qui doit conduire à une réflexion sérieuse, scientifique, sur ce qui s'est passé, sur l'échec de ce qui est apparu en juin 2015 comme un terme à la dispersion des forces communistes en France à la suite de la capitulation ouverte des directions du PCF depuis 1976. L'URCF, quelles que soient ses appréciations sur les positions des groupes qui se réclament du communisme¹, a toujours considéré qu'il existait, au-delà des divergences, une mouvance communiste en France, et que sur cette base son unification en un parti communiste était une tâche incontournable même si elle était loin d'être simple. L'expérience que nous venons de vivre confirme notre analyse. Elle ne saurait, comme le rappelait en janvier 2016 le camarade Jean-Luc Sallé*, nous conduire au repli sur soi, au contentement de soi, au rêve d'un parti d'autant plus « pur » qu'il serait maintenu en dehors de la réalité concrète et du mouvement des masses. De ce point de vue, dès maintenant nous tenons à dire que les 11 mois que nous venons de passer ont permis aux camarades qui venaient de l'URCF de s'enrichir de cette expérience auprès des camarades de *COMMUNISTES*. Malheureusement, la réciproque non seulement n'est pas vraie, mais au contraire, tout a été fait par la direction de ce groupe pour empêcher que ça le soit, ce qui explique l'échec.

Notre réflexion sur ce qui s'est passé doit bien évidemment intégrer les analyses de l'URCF contenues dans les thèses et dans le document sur le Mouvement Communiste de France. Il est cependant nécessaire de revenir brièvement sur l'évolution du mouvement communiste depuis des décennies pour comprendre les problèmes auxquels nous avons été confrontés.

(* Les fonctions des camarades cités sont données en *annexe p. 18*)

La crise du PCF et les premières tentatives de construire une organisation communiste

En 1991-1993 s'est constituée la Coordination Communiste en réaction tant à la victoire de la contre-révolution en URSS et dans les pays socialistes européens, qu'à la politique de la direction du PCF marquée par son ralliement au révisionnisme eurocommuniste en 1976, après une période de dérive opportuniste se manifestant ouvertement à partir de la mort de Maurice Thorez (1964). Cette évolution s'inscrit dans la longue période qui suit la défaite du nazisme, marquée par l'incapacité, ou l'impossibilité, du MCI à élaborer une stratégie révolutionnaire capable de poser concrètement la question de la nécessité de la révolution socialiste dans les conditions de la Libération et de la Reconstruction, de la menace de guerre permanente contre le camp socialiste et de subversion fasciste dans les pays capitalistes européens contre la classe ouvrière. Dans ce cadre, le XX^e Congrès du PCUS, avec sa « théorisation » du parlementarisme, de la « voie pacifique » dans le cadre d'une politique d'alliance avec la social-démocratie, va jouer, en France comme ailleurs, un rôle délétère dans le mouvement révolutionnaire. Cette évolution politique du PCF, au moment où la Coordination se crée, conduit à l'effondrement de son influence politique, mis en lumière par ses reculs électoraux sur des bases sociales-démocrates, de sa participation aux gouvernements sociaux-démocrates depuis 1981, alternant avec des moments de sectarisme virulent. Sectarisme parce que reposant sur l'illusion que, en critiquant le PS, le PCF récupérera son électorat et que, plus fort, il imposera une autre politique à la social-démocratie et qu'ainsi sera ouverte la voie à un gouvernement « vraiment à gauche » ! En aucun cas il ne s'est agi de définir une stratégie révolutionnaire destinée à rompre avec le ralliement au réformisme et à la gestion des affaires du capital ; ce qui est mis en avant, pour faire la différence, ce sont les revendications syndicales et une approche de type économiste de la lutte politique du Parti (lutte chez SKF, par exemple). Ces périodes satisfont beaucoup de militants et de responsables et contribuent à assurer l'appui d'une certaine base sociale à la direction du PCF. A la Coordination, on retrouve donc des camarades qui s'étaient opposés plus ou moins à l'eurocommunisme, à l'antisoviétisme, et qui étaient hostiles à la participation gouvernementale des années 80. Mais parmi eux, il n'y a aucun dirigeant national du parti.

¹ Tenant compte qu'il s'agit de groupes qui s'inscrivent dans la référence au marxisme-léninisme comme base théorique d'analyse, et à la solidarité avec l'Union Soviétique, pays du socialisme jusqu'à la contre-révolution gorbatchévienne, au-delà des divergences qui sont nées du XX^e congrès du PCUS. Très clairement cela n'inclut donc pas les groupes trotskistes, maoïstes et partisans d'Enver Hodja- mais peut inclure des militants qui ont pu adhérer à ces mouvances anticommunistes particulières ou même des organisations qui auraient pu rompre avec ses idéologies clairement petite-bourgeoises.

L'arrivée de Robert Hue au secrétariat national va se traduire par une nouvelle participation gouvernementale, par l'affirmation programmatique de la liquidation du parti (la Mutation) et par un nouvel effondrement. Quelques membres du Comité National vont alors manifester une certaine opposition, mais c'est Rolande Perlican* qui va être le porte-parole du mécontentement d'une partie des cadres ouvriers liés à la CGT (qui se rallie, au niveau de sa direction, à la collaboration de classe) et au secteur de travail dans les entreprises que Hue supprime. Sa critique est percutante, mais reste de type économiste – une critique essentiellement de la politique économique et sociale du gouvernement, nécessaire, mais insuffisante. Elle refuse en particulier tout contact avec la Coordination. En particulier, elle ne se prononce pas sur les questions théoriques soulevées par l'eurocommunisme (en particulier sur la question de l'État, mais aussi sur l'Union soviétique, l'expérience du socialisme, l'histoire du Mouvement Communiste). Sur le fond, son programme, c'est le retour au PCF appuyant la CGT pour les revendications et critiquant le PS.

Pendant l'année 1999-2000, la mouvance communiste va connaître plusieurs remous. Ce sont les premières manifestations de la crise de la Coordination. Alors qu'une manifestation de plus de 600 communistes a lieu à Saint Denis, prêts à agir, la Coordination se révèle incapable de proposer une stratégie permettant de se démarquer des dirigeants du PCF : en fait, la direction s'est divisée sur la question de savoir quelle attitude avoir lors des élections européennes, qui voit le ralliement du PCF à l'UE, au nom de l'Europe sociale et de l'acceptation des réalités, et présente une liste surnommée « Bouge l'Europe ». Il y a ceux qui sont favorables à une liste communiste contre celle du PCF, pour mettre en œuvre une stratégie communiste dans les masses, pour se démarquer et montrer qu'une telle stratégie est possible ; ils formeront l'URCF en 2003. Il y a ceux qui sont contre et qui, à la fin de l'année 2000, parce que devenus minoritaires et refusant la rupture avec le PCF, vont organiser la scission. Ils formeront par la suite le *Pôle de Renaissance Communiste en France* (PRCF).

Sur l'évolution des camarades de *COMMUNISTES*

Lors du congrès de Martigues du PCF, Rolande Perlican* devait annoncer qu'elle quittait le PCF. Avant le congrès et pendant celui-ci, elle et Paul Fraysse* avaient noué quelques liens avec notre coordination à travers les camarades Sallé et Cukierman*, ce qui laissait augurer des rapports unitaires à venir. Mais en fait, la camarade Perlican devait fonder son parti en 2002 dans le plus superbe isolement, tout en laissant entendre que pour le reste, on verrait plus tard, qu'on avait le temps. Leur ligne politique était marquée par l'économisme : elle préconisait de bonnes luttes revendicatives, une vague référence au socialisme. Mais dans les années qui ont suivi il y eut des évolutions : ils reconnurent le rôle qu'avait joué l'Union Soviétique et celui de Staline dans la construction du socialisme, que le capitalisme était inamendable et que sa crise posait la question de son remplacement par le socialisme, et que le marxisme-léninisme (dont ils ne voulaient pas entendre parler en 2000-2005) devait être leur référence théorique.

Au début de l'année 2014, *COMMUNISTES* publiait un document programmatique intitulé : *Abattre le capitalisme, Construire le socialisme.* Ce document faisait le point sur leur évolution politique. Globalement, nous avons pu le juger comme positif. Cependant quelques questions restaient pendantes :

- l'analyse de la crise par exemple, vue sous le seul angle des crises systémiques (les crises cycliques inhérentes au capitalisme) et non point sous l'angle fondamental de la Crise Générale du mode de production capitaliste, crise qui remonte aux années soixante-dix (en fait la deuxième étape, la première commençant avec la guerre de 1914 et la Révolution soviétique, la reconstruction après la guerre et le développement des forces productives qui a suivi masquant temporairement le phénomène). Elle est générale parce qu'aujourd'hui le capitalisme à son stade impérialiste, non seulement menace par son développement le devenir de la planète (guerres, problèmes écologiques, développement de la misère...), mais il se révèle incapable d'apporter une réponse positive aux besoins de l'humanité. La course aux profits, le moteur du développement capitaliste, marquée par la baisse du taux de profit engendre à un niveau jamais vu le parasitisme social, la corruption, le recours à la fraude, l'intensification de l'exploitation ou l'extension de l'armée de réserve du capital (les privés d'emplois), les trafics en tout genre, la remise en cause des acquis sociaux là où il y en avait, la destruction des bases productives industrielles (fermetures d'entreprises...) comme agricoles... Et par conséquent, il n'y a pas d'alternative autre que le renversement de ce système obsolète et son remplacement par la première étape de la société communiste, le socialisme. Les conditions objectives du développement social l'exigent, sous

peine de catastrophe, mais les conditions subjectives se sont considérablement réduites. Mais il n'en reste pas moins vrai que notre époque continue d'être celle du passage du capitalisme au socialisme, celle « de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes » (Lénine).

- l'absence d'une analyse de l'État. On évoque bien une fois l'appareil d'État (en cinquante pages), pour dire « *qu'il faut enlever l'appareil d'État aux capitalistes et à leurs représentants. Pour construire une société au service du peuple, il faut donner aux citoyens des droits et des pouvoirs leur permettant d'intervenir à tous les niveaux, économiques, social, politique.* »² En réalité, l'État est réduit aux gouvernements, ce que répètent à plusieurs reprises le texte : « *Quels que soient les dirigeants politiques (élus ou non), le capitalisme est le maître*³ » ; « *Pour continuer à exercer sa domination dans les pays du monde entier, le capitalisme s'assure l'alternance au pouvoir des gouvernements quand cela est nécessaire. Les capitalistes se servent de l'État pour gérer, défendre leurs intérêts. L'État est à leur service, c'est l'outil qui leur permet de continuer d'exploiter les peuples* **Dans les pays du monde comme d'ailleurs en France, le capitalisme a en général trois fers au feu : les droites, les sociaux-démocrates et socialistes de tous acabit, les extrêmes-droites.** »⁴ ... Or l'État, c'est tout un appareil de domination de classe sur la société, qui constitue l'organisation politique de la classe dominante, la bourgeoisie dans son ensemble jusqu'au début du XXe siècle, le capital monopoliste – l'oligarchie financière – depuis. C'est l'appareil répressif et militaire, l'ensemble de l'appareil administratif dont le gouvernement et les structures municipales, départementales et régionales, l'appareil diplomatique, l'appareil judiciaire, un appareil de gestion économique, un appareil idéologique, et aujourd'hui un appareil « européen », etc. C'est dire que la question ne peut se résoudre en enlevant « *l'appareil d'État aux capitalistes et à leurs représentants* », ce que Marx et Engels pensaient jusqu'à la Commune. Il ne s'agit pas seulement de repeindre en rouge l'État (bourgeois), de le prendre tout prêt et de le faire tourner pour soi. Il s'agit de briser cet appareil dans ses aspects fondamentaux et de le remplacer par un autre, établissant la domination du prolétariat en alliance avec les autres couches populaires. On comprend bien là que ce n'est pas une simple victoire électorale qui peut réaliser cela, mais bel et bien un affrontement révolutionnaire où le prolétariat construira son propre État. Et dans notre propagande et notre travail éducatif, il nous faut y revenir en permanence.
- De la même manière d'ailleurs, la tendance est de considérer le socialisme sous le simple angle de la propriété des moyens de production et d'échange. « *pour changer la société il faut avant tout abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange ...* »⁵. Non il faut avant tout renverser le pouvoir bourgeois et instaurer le nouveau pouvoir, la dictature du prolétariat, qui procédera à la socialisation des moyens de production et d'échange en expropriant les capitalistes et en mettant en place une planification centralisée démocratique (silence complet sur cette question de la planification), expression des besoins sociaux.

Les démarches préparatoires à l'unité URCF- COMMUNISTES

Mais pour autant, ces lacunes ne pouvaient cacher les progrès politiques et idéologiques de la plate-forme de COMMUNISTES. Aussi, lorsqu'en septembre 2014, Rolande Perlican* prend contact avec le secrétaire général de l'URCF, ce fut un grand espoir : son discours est positif. Elle explique qu'elle voit bien que nous allons vers la création du Parti et qu'il n'y a pas de place pour deux partis, elle propose donc que nous réfléchissions à un processus d'unification, car elle ne voit aucune divergence de principe entre nous. Elle nous donne à connaître le document programme de leur parti que nous venons d'examiner et qui est une bonne base malgré tout de rapprochement. D'autant que le camarade Paul Fraysse* ajoute que nos textes programmatiques (nos thèses) sont excellents et feront partie du bien commun du futur parti. Notre direction en a conclu, après discussions, que la question de l'unification des deux organisations répondait aux besoins du prolétariat de notre pays : leur évolution nous permettait de penser que nous pourrions surmonter les faiblesses constatées ; que, s'ils s'étaient adressés à nous, c'est qu'ils prenaient en compte l'apport que l'URCF pourrait donner à leur combat. D'autant

2Abattre le capitalisme, Construire le socialisme p.47

3idem p.5

4idem p.6

5idem p. 47

qu'ils insistaient sur leur aspiration aux débats internes et que nous prenions en compte leur composition sociale et leur liaison avec la classe ouvrière – du moins l'image qu'ils en donnaient !

Sur les questions de la presse et de son rôle, sur les relations internationales, où la pratique marquait la différence d'approche de l'un et de l'autre, rien ne semblait indiquer qu'il y avait divergences de fond : il était dit que l'existence d'*Intervention Communiste* était formidable, et que, s'il fallait l'améliorer, ce serait un outil supplémentaire pour le travail de masse, d'organisation et d'éducation. Lors du IV^e Congrès de l'URCF en février 2015, le rapport sur les questions internationales a été fait dans la perspective de l'unification. Sur les vingt minutes, pendant 10 minutes il a été question de la menace de guerre que faisait peser le système impérialiste sur le monde et de nos relations bilatérales, et pendant 10 minutes, de *l'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers d'Europe (IPCOE)* et de notre positionnement dans les questions posées dans le Mouvement Communiste International. A l'interruption de séance, le camarade Michel Gruselle*, qui faisait partie de la délégation de *COMMUNISTES* invitée, devait dire : « *Au moins sur les questions internationales, nous n'aurons pas de problèmes, car nous sommes globalement d'accord avec vous* ». Le camarade Fraysse* disait bien qu'il y avait le problème du PRCF, mais il ajoutait qu'on en discuterait sereinement et qu'on trouverait une position commune, que ce n'était pas un problème en soi. C'est pourquoi nous avons annoncé à l'IPCOE que le nouveau parti prendrait la place de l'URCF.

Il restait une dernière question, celle de l'organisation du Parti sur la base des principes du Centralisme Démocratique (CD). Lors de notre congrès de dissolution, début juin, la discussion a été acharnée avec Perlican* et Fraysse*. Ils refusaient qu'y soit faite toute référence explicite dans les statuts. Pour faire preuve de bonne volonté, nous avons même accepté le principe de ne pas mentionner le CD en tant que tel, tout en explicitant son contenu dans les statuts jusqu'au congrès de 2017-2018, c'est-à-dire pour toute la période transitoire. Mais finalement le lendemain, la camarade Perlican* faisait savoir par téléphone au camarade Sallé* qu'ils acceptaient de voir figurer le CD dans les statuts. C'est la raison pour laquelle nous avons cédé sur le nom du parti qui leur faisait la part belle, puisque de fait, ils s'appelaient « *COMMUNISTES : le parti révolutionnaire* ». Pour le reste, il était prévu que, pour les camarades ayant des responsabilités particulières dans chacune des organisations, ils les co-assureraient dans le parti. Lorsque le congrès se tint le 20 juin 2015, nous avions le sentiment que nous avions avancé et que les questions en débat seraient rapidement surmontées. Le Comité National s'est réuni après son élection pour élire le Bureau National. Le camarade Jean-Luc Sallé* précisait que pour les camarades Cukierman* et Gruselle*, ils auraient conjointement en charge le secteur international (la précision a aussi été faite pour les deux camarades responsables de la trésorerie).

Expression des premières divergences

Or au cours de l'été, la situation s'est révélée plus compliquée. Nous avons eu la révélation de l'existence d'un groupe anti-parti de trois membres provenant de la direction de l'URCF, qui ont brutalement démissionné de leurs responsabilités et quitté le parti (jusqu'à ce moment-là, ils avaient chaque fois voté pour le processus d'unification) ; ces démissions nous ont affaiblis au sein du Comité National. Puis il y a eu un problème pour la signature d'un texte de soutien au KKE à la mi-juillet, pour lequel il a fallu deux semaines de discussions pour obtenir que le secrétariat du parti le signe. Et là, nous nous sommes aperçus que sur les problèmes des relations internationales (pas sur l'analyse globale mais sur les relations), nous avions une divergence fondamentale : pour *COMMUNISTES*, le Mouvement Communiste International (MCI) n'existe plus, il peut y avoir des relations bilatérales, mais les prises de positions communes à plusieurs partis ne servent à rien, d'autant que notre parti serait amené à signer des textes sans intérêt et surtout « avec n'importe qui » (sic!). En particulier avec le PRCF, mais aussi avec d'autres (un certain mépris se manifestant en particulier pour les partis de petits pays et des anciennes républiques de l'URSS autres que la Russie) ! Nous avons fini par obtenir la signature, mais il a été souligné que « *nous ne perdrons pas notre temps dans la signature de textes à tout bout de champ* ».

C'est cependant à la rentrée de septembre que les choses ont commencé à prendre de l'ampleur. Lors du comité de rédaction (CR) d'*Intervention Communiste* (IC) en septembre, le camarade Paul Fraysse*, qui intégrait le CR pour la première fois, s'est livré à une attaque en règle et d'une grande brutalité contre la ligne éditoriale du journal : « *mauvais* », « *nul* », « *devant être repensé de bout en bout pour qu'IC puisse devenir le journal du parti* » ; « *en aucun cas, tant que le journal n'aura pas changé, il ne pourra être considéré comme le journal du*

parti et les listes d'e-mail, les adresses des sympathisants et des anciens membres de COMMUNISTES ne vous seront pas communiquées (nous avons, nous, donné nos adresses) pour mener une campagne d'abonnement », « il faut que le journal soit plus politique ». Soyons clairs : personne chez nous n'a jamais prétendu que notre journal était parfait. Nous avons conscience de ses faiblesses. Mais quand nous avons demandé sur quoi portait la critique, le camarade Fraysse nous a répondu que les références à tout bout de champ à Marx, Engels et Lénine étaient fatigantes, que les travailleurs n'en avaient rien à faire. Que les articles étaient trop compliqués, trop longs, qu'il fallait parler des luttes revendicatives et montrer que nous étions le seul parti à dire qu'il fallait renverser le capitalisme.*

Nous avons bloqué l'attaque. Mais la question du journal allait devenir le leitmotiv d'attaques répétées au secrétariat. Sur les questions internationales, le blocage se poursuivait à propos de l'appel au soutien de du KKE lors des élections législatives (mais nous l'avons emporté) et du message que nous propositions d'envoyer au Parti du Travail de Corée pour son 70^e anniversaire. C'est à cette occasion qu'il nous a été notifié qu'il n'y avait qu'un responsable International du parti et pas deux. En fait, il apparaissait que pour les ex-COMMUNISTES toute l'activité internationale passée de l'URCF devait être abandonnée car sans valeur et utilité, et que c'étaient eux et eux seuls qui décidaient de l'orientation dans ce domaine, tournant le dos aux accords passés lors de l'unification. Mais dans le même temps (en novembre), au secrétariat, les camarades Jean-Luc Sallé* et Pierre Komorov* finissaient par obtenir qu'un Comité National soit consacré aux questions internationales. Finalement, le secrétariat devait décider que la réunion serait réservée aux seuls membres du BN, les membres du CN « *n'ayant pas la maturité nécessaire pour traiter de ces questions* » (sic!).

Pendant cette période, le camarade Tonio Sanchez* ayant dû subir une intervention chirurgicale, le camarade Sallé* a assuré son remplacement. Nous étions en pleine campagne électorale et nous avons tenu le premier meeting du parti à Paris le 7 novembre. Tout s'est bien passé. Mais dès le retour du camarade Sanchez, le camarade Sallé était marginalisé ! Malgré son titre de Secrétaire national adjoint et celui de responsable de la presse et des publications, systématiquement ses propositions, comme celles des camarades ex-URCF membres du secrétariat, étaient écartées ou non prises en compte (tout au moins pendant plusieurs semaines !). C'est dans ce contexte qu'est arrivée l'invitation du KKE pour la conférence de Bruxelles et la réunion de l'IPCOE. Nous avons alors demandé que notre parti participe à la conférence et à l'IPCOE comme successeur de l'URCF. Il y a eu quinze jours de discussions ! Nous avons finalement obtenu que le parti soit représenté à la Conférence et que pour l'Initiative, la question soit renvoyée après le BN consacré aux questions internationales ! Mais à notre grande surprise, le secrétariat, sans discussion, décidait d'envoyer le seul camarade Gruselle* à Bruxelles, sachant pertinemment qu'il ne pourrait assister à toute la conférence (ce dont on s'est félicité, car cela empêchait que le parti « cautionne » la conférence !) pour des raisons personnelles. A son retour, nous avons été sidérés par les propos du camarade Gruselle* : « *J'ai dit au KKE qu'il prenne ses responsabilités (à propos du PRCF) et , nous prenons les nôtres, qu'il fallait qu'il comprenne que nous sommes le seul parti communiste de ce pays et qu'il ne saurait y en avoir d'autres* ». A l'URCF, nous avons toujours été contre la diplomatie dans le mouvement communiste, mais pour autant, nous avons toujours considéré que la correction dans les rapports entre partis était une question de principe !

Au Comité National de décembre, la discussion sur le bilan des élections s'était bien passée jusqu'au moment où un camarade issu de COMMUNISTES a fait une intervention pour se féliciter du contenu de LC. Il a vertement été repris :

- indirectement, le camarade Perlican* intervenant après lui pour dire que « *en ce qui concerne la presse du parti, l'hebdomadaire électronique et le mensuel de 4 pages...* » ;
- directement, à la pause, il lui a été signifié qu'il n'avait pas à intervenir de cette manière (c'est lui qui nous l'a rapporté).

A la fin de la réunion, Rolande Perlican* a donné la liste des responsables des secteurs de travail du Parti. Il était clair, dans cette liste, que les camarades issus de l'URCF autres que les trois membres du secrétariat, étaient écartés, au mépris des accords de fusion, de toutes responsabilités réelles. En fait, même les secrétaires étaient marginalisés : le camarade Sallé* sur la presse et les publications était doublé par Fraysse*, le camarade PK* était chapeauté par le secrétaire national adjoint chargé de l'organisation. Et pour la trésorerie notre camarade Marie-Noëlle Démaret* était supervisée par la mandataire financière ! Après la fin de la réunion, avons exprimé

notre mécontentement auprès du camarade Fraysse*. Il nous a été répondu que sur les questions internationales, il y aurait une rectification. Nous l'attendons toujours !

L'unification dans l'impasse

A partir de janvier, la situation s'est dégradée. Dans le bulletin hebdomadaire électronique, tous les articles du camarade Sallé* ont été coupés de leur contenu politique, tout étant réduit aux luttes revendicatives. De la même manière, toutes les propositions de candidatures en matière de secteurs de travail de nos camarades, ont été repoussées, ces derniers n'étant intégrés que lorsqu'ils étaient proposés par *COMMUNISTES*, et dans des secteurs qui les neutralisaient. La caricature, c'est le suivi du secteur Jeunesse. Les camarades de ce secteur sont issus de l'URCF ou bien très proches, ayant en général rejoint le parti à partir de la lecture d'*Intervention Communiste*. Mais il a fallu 15 jours pour faire admettre que dans le suivi de leur travail, le camarade Sallé* avait toute sa place et non seulement deux ex- *COMMUNISTES* (Paul Fraysse* et Gruselle*). Depuis son décès, il n'a bien évidemment pas été remplacé !

C'est cependant **lors du CN de janvier** que les problèmes sont apparus au grand jour. Nous avons eu une suite d'interventions nous accusant, sous le prétexte d'*Intervention Communiste*, de négliger ou de nier l'importance du bulletin hebdomadaire ou du quatre pages « *COMMUNISTES* » (pour ce dernier, à ce moment-là, la plupart de nos camarades en ignoraient l'existence, le dernier numéro étant paru en septembre et ne leur ayant pas été envoyé ni imprimé ni par internet). **Des critiques ont été portées contre IC** et son utilité, « *pouvons-nous nous payer le luxe d'un troisième journal, qui va coûter de l'argent ?* », mais aussi sur son contenu. C'est ainsi que des interventions ont été faites pour expliquer qu'il ne servait à rien de citer Marx, Engels, Lénine dans notre propagande, que parler de baisse du taux de profit, d'accumulation du capital, les gens ne comprenaient pas et s'en moquaient etc. Caractéristique était le fait que tout était mis sur le même plan : les tracts, le bulletin hebdomadaire, le quatre pages distribué aux portes des entreprises et *IC*, journal du parti au sens léniniste. Nous sommes intervenus pour expliquer qu'il y avait plusieurs niveaux d'interventions, et que si tous devaient être améliorés, il fallait de toute manière respecter la spécificité de chacun. Que dans ces conditions, *IC* serait autonome financièrement et ne coûterait pas un sou au Parti (mais pour autant, il nous était impossible de faire des abonnements chez leurs anciens adhérents). En juin 2016, il était prévu de tirer le bilan.

En février, s'est tenue la réunion du BN sur les questions internationales. La première remarque, c'est qu'il a été refusé que ce sujet soit abordé en CN comme il aurait été normal. La deuxième, c'est que la polémique n'a pas porté sur le rapport, qui était plutôt bon, mais sur ce qui n'était pas dans le rapport : la question de la **solidarité avec la République Populaire Démocratique de Corée -RPDC-** (c'était au moment du satellite nord-coréen), et l'IPCOE.

Sur la première question, il nous a été répondu qu'en aucun cas le parti n'exprimerait une quelconque solidarité avec un tel régime⁶ et que de toute façon on ne savait pas ce qui s'y passait. Nous avons répondu que nous avions eu une délégation en RPDC, que nous avions établi des liens avec le Parti sans jamais cacher nos divergences, sur le marxisme-léninisme en particulier, et que nous avions des militants qui suivaient la question depuis 45 ans, y compris à l'époque du PCF. Et la réponse a été que le Parti révolutionnaire -Communistes- ne prendrait pas position, car « on » ne savait pas ce qui se passait !

Sur la question de l'IPCOE, le refus de participer reposait officiellement sur la participation du PRCF. « *Nous sommes le seul parti communiste dans ce pays et nous n'accepterons jamais qu'il y en ait deux ! C'est au KKE de choisir* ». Nous avons argumenté sur le fait que lors de la création de l'IPCOE, *COMMUNISTES* avait été sollicité et qu'il n'avait pas répondu. Que d'autres pays étaient représentés par plusieurs organisations (Bulgarie), qu'il s'agissait d'un lieu de discussions, de recherche d'une stratégie continentale contre les monopoles, etc. Nous avons même rappelé que comme héritiers du PCF, nous devions nous rappeler la position scandaleuse en rapport avec le groupe scissionniste du KKE après 1968 et faire preuve de modestie (Rolande Perlican* étant à l'époque membre du CC). Rien n'y a fait. Le camarade Sallé* a alors fait valoir qu'il était paradoxal que l'on demande aux communistes des autres pays de faire le ménage chez nous, alors que le secrétariat du parti refusait toute polémique pour combattre les positions idéologiques et politiques du PRCF, ce que nous, à l'URCF, n'avions jamais cessé de faire (et entre autres, aux meetings de Madrid et de Rome auxquels le PRCF participait).

⁶Contrairement aux accords d'unification.

Nous avons d'ailleurs souligné que l'approche « nationaliste » et surtout « étapiste » du PRCF se retrouvait chez certains des camarades de notre parti et qu'il était donc nécessaire de la combattre. La réponse a été sidérante : « *Quand je me promène et qu'un moustique se pose sur ma joue, je l'écrase sans arrêter mon chemin !* ». Mais d'autres arguments ont été employés, aussi bien cette fois-là qu'à propos du refus de signer un texte sur la solidarité avec les migrants (que pourtant le PRCF n'a pas signé !). Des arguments qui traduisent finalement leur hostilité à l'héritage de l'URCF et aux liens fraternels que nous avons établis dans le MCI : « *Ce n'est pas au travers d'un ex-responsable d'une organisation qui n'existe plus que nous pouvons avoir des relations* ». Nous avons eu l'argument : « *On ne connaît pas les partis qui participent à l'IPCOE, la plupart ne représentent rien* ». Là encore, le manque de modestie prêterait à sourire si ce n'était pas si grave. Mais surtout, c'était encore une fois la volonté d'effacer l'expérience de l'URCF. Pour ces camarades, le Mouvement Communiste International n'existant plus, l'IPCOE n'a pas de raison d'être autre que la prétendue tentative d'un parti d'avoir « *un organisme à sa botte* ». Ce qui au moins était clair sur le mépris des accords d'unification de juin 2015 !

La mort du camarade Sallé* a aggravé les problèmes. Le communiqué annonçant sa mort a été rédigé par les camarades de l'ex-URCF sur la base du fait qu'il fallait l'annoncer rapidement et que l'unification n'ayant que 9 mois, il était normal que ce soient ceux qui avaient milité avec lui pendant une quinzaine d'années, voire plus, qui le fassent. Mais il a été dit le lundi matin en secrétariat (le secrétariat n'avait encore rien préparé au bout de 36 heures) que le style n'était pas conforme à la manière de s'exprimer du parti ! Il y a donc eu un deuxième communiqué signé Tonio Sanchez*, dont la particularité, c'est qu'il reprenait des phrases entières du premier..., mais dépouillées de références concrètes à son activité contre la liquidation du PCF, au marxisme-léninisme, à l'internationalisme prolétarien, et à son rôle comme directeur de IC ! Et sur le plan international, les messages des partis frères, n'ont pas été portés à la connaissance du parti, sauf par le site internet de l'ex-URCF.

Lors du CN, le 19 mars, le ton est monté. Le point de départ a été la **non signature du texte des partis communistes européens sur les migrants**. C'est un camarade d'ex-COMMUNISTES qui, à l'ouverture de la discussion sur le rapport, a demandé pourquoi nous n'avions pas signé ce texte avec les 51 partis à ce moment-là. (Maurice Cukierman* avait averti le camarade Gruselle* la veille à 16h que le texte était sur le site internet du KKE). La réponse extrêmement agressive de Michel Gruselle fut qu'il n'avait pris par hasard connaissance de ce texte que la veille au soir, qu'il n'était pas question de le signer, car il « *confondait l'impérialisme avec le seul impérialisme américain* » et qu'il était « *au ras des pâquerettes* ». Que d'autre part, « *une fois de plus, les camarades du KKE faisaient preuve à notre encontre d'incorrection, puisqu'ils ne nous avaient pas demandé notre avis !* ». Et il a été déclaré que cette question relevait de lui et du seul secrétariat. Nous avons réagi en posant la question du fonctionnement du parti, en revenant sur les accords d'unification, sur la question d'IC et en soulevant, à partir de l'appel des Partis Communistes, la question de l'IPCOE et de nos relations internationales. Nous avons rappelé que lors de la période préparant l'unification, il nous avait été dit qu'il n'y avait pas de divergences sur ces questions et que force était de constater que ce n'était pas le cas. Que nous n'avions pas adhéré à COMMUNISTES, sinon nous l'aurions fait en 2003, mais à un nouveau parti, parti qui agrégeait les héritages des deux organisations, le comparant à une rivière formée par la réunion de deux ruisseaux.

L'après-midi, nous sommes réintervenues, pour rappeler que l'unification était un processus qui devait durer jusqu'au congrès de 2017, et que nous étions dans une période de transition (tout le monde l'admettait en juin). Nous avons assisté à un festival de mauvaise foi et de déformation des propos tenus par nos camarades, de dénégation de l'héritage de l'ex-URCF. La réunion s'est terminée sans décision sur les cadres (c'était l'ordre du jour) et dans un climat tendu.

Dans ses conclusions, Tonio Sanchez* a été jusqu'à nier le caractère mondial du processus révolutionnaire, et accuser de trotskysme ceux qui en parlent (le camarade PK* avait abordé cette question à propos des rapports avec les partis frères). Rappelons qu'à l'époque de l'impérialisme (capitalisme des monopoles), la loi de l'inégalité de développement permet à Lénine d'élaborer la théorie de la victoire de la Révolution dans le pays constituant le maillon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme, puis à Staline celle sur la construction du socialisme dans un seul pays ; ce que les trotskystes ont effectivement toujours refusé. Or contrairement à ce que prétendent les idéologues bourgeois, trotskystes compris, le cadre national de la révolution, la construction possible du socialisme dans un seul ou un groupe de pays, n'infirmant pas le fait que le processus révolutionnaire est mondial et qu'il y a une relation dialectique du national et de l'international qui ne peut être

ignorée dans un sens ou dans l'autre sans de graves préjudices. Rappelons que le socialisme n'est que la première phase (la phase inférieure) du communisme. La deuxième phase du communisme est conditionnée par la victoire de la Révolution au niveau mondial. C'est en effet la fin des classes et la disparition de l'État. Or tant que la lutte de classes existe, l'État prolétarien continue d'exister. Tant que le capitalisme existe, l'État prolétarien ne peut disparaître, compte tenu des inégalités de développement héritées du passé. La 2ème phase du communisme dépend donc bien du caractère international de la révolution et du développement des bases matérielles du communisme dans chaque pays. Nier cela, c'est ne rien comprendre au léninisme et à la bataille contre le trotskisme ! Mais c'est aussi nier l'existence de la lutte de classes sous le socialisme, quand le capitalisme impérialiste continue d'exister, c'est faire sien le point de vue de Krouchtchev quand il dit : « *Le communisme sera atteint dans 15 ans* », alors que les 2/3 de la planète sont encore dominés par le capitalisme-impérialisme ! Il faut rappeler que le seul programme de Révolution mondiale jamais adopté l'a été au VI^{ème} congrès de l'Internationale Communiste à l'initiative du PC(b)US et de Staline dans le cadre de la bataille contre le trotskisme. C'est une question fondamentale du marxisme. Nous pouvons discuter de comment mettre en œuvre les principes du marxisme-léninisme, les tactiques, mais on ne peut pas en remettre cause les principes !

Cette position du Secrétaire Général du PR-C n'est pas fortuite. Elle fait écho à un épisode de la préparation du programme pour le congrès de l'unification (juin 2015). En Comité Central de l'URCF, où elle était invitée, Rolande Perlican* s'était opposée à ce que le mot « communisme » figure dans le programme et les statuts, déclarant : « *Mais c'est quoi, le communisme ? Moi je ne sais pas ce que c'est* ». À l'époque, quoi qu'interloqués, nous n'avions pas évalué à sa juste mesure cette incompréhension profonde du marxisme.

Cette question ramène d'ailleurs à cette tendance de *COMMUNISTES* à sous-estimer le rôle des rapports avec les autres PC dans le monde.

Au Bureau National d'avril, c'est la question d'IC qui est revenue sur la table. Nous avons eu droit à une attaque en règle, y compris sur le coût qui grèverait le budget du parti au détriment des campagnes électorales. On a d'ailleurs pu constater que certains membres du BN non abonnés avaient un jugement péremptoire sur le contenu d'un journal qu'ils ne lisaient pas ! De fait, nos arguments, là comme sur le reste, glissaient comme l'huile sur une toile cirée.

Pendant toute cette période, les camarades du secrétariat ont proposé que le camarade Sallé* soit remplacé. Cela a été refusé. Que des camarades soient intégrés, et en particulier à la commission Éducation, nouveau refus. Dans ce cas, on aboutit à la farce : les deux camarades responsables de cette tâche dans une journée éducative parisienne ont pu soutenir, entre autres, que la baisse tendancielle du taux de profit, c'était une notion que Marx avait introduite à la fin de sa vie, que ça n'avait jamais été prouvé, et que cela n'avait pas eu de suite ; et que parler du caractère social de la plus-value, de son extraction, c'était ne rien comprendre, car la plus-value, c'était économique et politique ! Il est clair que les camarades de l'ex-URCF n'avaient pas leur place dans le secteur éducatif !

De manière plus générale, on constate que toute la politique des cadres à l'égard des ex-membres de l'URCF consistait à les isoler de l'organisation. Formellement, nous étions au CN, au BN et au Secrétariat, mais dans la réalité, la situation était la suivante : les membres du secrétariat étaient marginalisés, chapeautés par un ex-*COMMUNISTES*, leurs propositions, quelles qu'elles soient, étaient ignorées ou rejetées, tandis que le bulletin électronique était étroitement contrôlé, tous les articles de Jean-Luc Sallé* réécrits dès qu'il tentait de quitter le terrain de l'économisme pour aborder les questions politiques. Tous les tracts qui ont été écrits l'ont été par eux sans aucune discussion ni avant distribution, ni après ! Quant au CN et au BN, aucun-e de nos camarades ne s'est vu confier une tâche politique dans aucun domaine qui aurait pu le/la mettre en contact avec les membres du Parti. C'est au point qu'il a fallu des discussions au Secrétariat pour que soit acceptée l'idée que les camarades qui, avant l'unification, suivaient une fédération de l'URCF, puissent assurer la passation avec le nouveau camarade, évidemment issu de *COMMUNISTES* et sans qu'il leur soit attribué un nouveau suivi ! La seule commission où il était prévu que nous participions, et en nombre (majoritaires sur le papier), était la commission Presse : sous la direction de Paul Fraysse*, cette commission ayant comme objectif la liquidation d'IC sous sa forme de journal communiste-léniniste, voire purement et simplement, il fallait bien nous obliger à passer sous les fourches caudines du Secrétariat, où nous démettre ! Et de toute façon, il n'y avait aucun risque dans cette commission que nous ayons un contact avec les militants du parti. Par contre, pour le suivi de l'organisation-

jeunesse, alors que la plupart des camarades provenaient de l'URCF ou avaient adhéré sur la base d'IC, il avait d'abord été décidé que seuls les camarades Fraysse* et Gruselle* assureraient le suivi avec eux. Après discussions, le camarade Sallé* a été intégré, mais après son décès, c'est la situation prévue initialement qui a été rétablie.

Sur l'absence de prise en compte systématique de nos points de vue, nous prendrons deux exemples : la participation à la manifestation du 1^{er} mai 2016 et le compte-rendu des réunions du CN et du BN.

- **Pour le 1^{er} mai**, la tradition de l'URCF était, depuis quatre ans, de participer au cortège, nous reviendrons pourquoi plus loin. La demande que le Parti reprenne cette initiative avait été soumise depuis plusieurs semaines, mais comme toujours sans réponse lorsque les camarades de **COMMUNISTES** n'étaient pas intéressés ou en désaccord. Mais pour autant, rien ne justifiait le sabotage de la manifestation. Le secrétaire de l'Ile de France a cru bon de convoquer les camarades à une simple distribution de tracts, et ce moins de 24 heures avant la manifestation ! Il est significatif qu'il ait été le seul camarade de **COMMUNISTES** présent pour distribuer le tract, au demeurant rédigé par eux, et ne trouvant rien d'autre que de dénoncer « une belle manœuvre politique » sous prétexte qu'un groupe du KKE s'était joint à nous ! Soulignons une fois de plus, d'autre part, que rien ne justifiait le fait que ce soit lui qui soit à la direction d'une organisation dont la grande majorité des membres provenait de l'URCF.
- En ce qui concerne **les comptes-rendus de réunions**, on retrouve bien la volonté d'imposer le seul point de vue du secrétariat : le rapport était publié sans modification (il était imprimé avant la réunion). C'est un choix qui est légitime si on publie en même temps une résolution politique rédigée à partir des idées du rapport **enrichi par la discussion**. On peut aussi procéder en publiant une résolution politique comme précédemment évoquée. Cela permet d'élaborer ensemble l'orientation politique, cela pousse à confronter les points de vue, à élaborer des synthèses. Le vote à la majorité tranchant en cas d'opposition. Mais en aucun cas on ne peut admettre un fonctionnement où le rapport est de fait l'orientation donnée avant même la discussion. On ne peut admettre que celle-ci soit retranscrite telle qu'elle, ou même - ce qui est pire -, en ne retenant que les interventions qui plaisent au secrétariat, voire en déformant le sens des interventions critiques. Le résultat de cette pratique, c'est que les réunions ont tendance à n'être que des comptes-rendus d'activité et pas des lieux d'élaboration, de confrontation de points de vue, de réflexion sur la politique et la pratique du Parti.

D'autre part il a fallu attendre des mois pour que l'URCF soit mentionnée, site et adresse, sur le matériel du Parti, mais avec refus catégorique de faire référence à IC. Or dans un processus d'unification, dont il avait été décidé qu'il durerait deux ans, rappelons-le, on ne peut pas effacer une des composantes, sinon c'est un processus d'absorption, pas d'unification de camarades égaux en droits et en devoirs !

La rupture

Ce qui s'est produit au CN du 21 mai 2016 est l'aboutissement de cette situation. Mais elle a été accélérée dans le contexte plus général de la montée du mouvement contre la loi « Travail » (ou Loi El Khomri), car **la rupture s'est faite sur la question du rôle du parti, de la fonction du journal dans la lutte des classes, des perspectives à donner et sur la question du fonctionnement**.

1. Le rôle du parti :

C'est justement avec la manifestation du 1^{er} mai que la confrontation s'est engagée. Nos camarades ayant soulevé le problème précédemment évoqué, il nous a été répondu que le 1^{er} mai était une manifestation syndicale et que nous n'avions pas à nous intégrer dans le cortège sinon tout à la fin. Puis un camarade de **COMMUNISTES** a complété en prétendant que le parti n'avait pas à intervenir sur les formes de lutte, mais seulement à apporter son soutien – ce qui revient finalement à une attitude purement passive dans la lutte des classes quotidienne. Il a fait référence au passé, dans la bonne tradition réformiste : « *à chaque fois que le PCF a forcé la main à la CGT, cela a conduit à la catastrophe* ».

Cette argumentation n'est pas un point de vue communiste, c'est le point de vue borné d'un anarcho-syndicalisme momifié par la charte d'Amiens. Et il ne s'agit pas de forcer la main, d'imposer. Il s'agit de proposer, de mettre en discussion, car en dernière analyse, ce sont les travailleurs qui décident. Et dans ce débat dans les masses, les travailleurs ne peuvent que prendre en considération les propositions de leur parti, tout comme les communistes doivent apprendre de l'état d'esprit, de la créativité des masses en mouvement : rappelons que ce ne sont pas les bolchéviques qui ont inventé les soviets mais les travailleurs, et que Lénine en a « simplement » tiré la signification théorique et pratique : la forme concrète de l'État prolétarien en gestation.

Les communistes interviennent sur tous les aspects de la lutte des classes, sont présents dans toutes ses manifestations avec l'objectif d'entraîner derrière eux les travailleurs sur leurs mots d'ordre. Il n'y a pas d'un côté les questions revendicatives, de la défense quotidienne avec les manifestations, les grèves, les formes d'action qui en découlent, et de l'autre l'activité du parti pour évoquer les questions politiques et se préparer à d'éventuelles initiatives politiques, le plus souvent réduites à la participation aux batailles électorales. Au contraire, le parti, dans les conditions des traditions du mouvement ouvrier français (et de la Charte d'Amiens), vise à orienter le mouvement syndical pour qu'il réponde à sa fonction, la défense des intérêts et revendications du prolétariat, en liaison avec la tâche historique de ce dernier, celle d'en finir avec le capitalisme et la domination de la bourgeoisie. Il aide les travailleurs en lutte contre leur exploitation à faire la liaison de celle-ci avec l'affrontement nécessaire avec la classe bourgeoise tout entière organisée en État, pour en finir avec l'exploitation capitaliste en général et l'ensemble de ses conséquences. Dans cette bataille, qui n'est une double bataille qu'en apparence, le Parti doit aider à déterminer les formes de lutte qui doivent préparer et engager l'affrontement avec le capital et l'appareil d'État bourgeois en fonction du rapport des forces, de l'état d'esprit des masses (leur niveau de conscience), de l'élargissement possible du mouvement ou de la nécessité de reculer etc. Par conséquent, de la pétition à la grève générale politique insurrectionnelle, oui, le parti a non seulement son mot à dire, mais il doit impérativement le donner car il s'agit que les travailleurs gagnent, qu'ils assimilent les résultats de la lutte, et prennent en compte le chemin à parcourir vers l'affrontement décisif, la Révolution, et cela avec les moindres pertes possibles, le moins de défaites tragiques. C'est ainsi qu'aujourd'hui le parti devrait combattre à la fois les partisans de la simple pétition contre la loi « Travail » et ceux préconisant la grève générale insurrectionnelle, mais appeler à l'élargissement et à la généralisation des débrayages, des manifestations locales, des grèves par secteur, des grèves interprofessionnelles, ponctuées par des grèves générales par région et nationale, des occupations, etc., de manière à créer un front continu, visible, qui entrave la reproduction et la circulation du capital et permette de construire une résistance à la politique réactionnaire globale (car la loi « Travail » n'en est qu'un élément) préparant le passage à une position offensive des travailleurs dans la perspective de la révolution. Et cela n'est possible que s'il y a un parti qui se jette dans la mêlée, charte d'Amiens ou pas !

Mais le Parti ne peut se contenter de cela ; si c'était le cas, il ne quitterait pas le terrain marécageux de l'économisme (à savoir, en substance : « Les travailleurs ne s'intéressent qu'à leurs revendications immédiates, et ce n'est que sur la base de celles-ci qu'ils peuvent se mettre en mouvement »). La lutte révolutionnaire contre le capitalisme nécessite de mettre en mouvement la classe ouvrière et ses alliés contre toutes les manifestations de la domination de classe de la bourgeoisie, et contre son État (avec ses prolongements que sont l'Union Européenne et l'OTAN). Or la direction de ex-COMMUNISTES a fait preuve, tout au long de cette année, de son incapacité à relier les batailles revendicatives contre le patronat et le gouvernement, avec la lutte révolutionnaire contre l'État bourgeois qui est l'organisation de la classe dominante. C'est ce qui explique qu'ils aient repoussé tout mot d'ordre démocratique à mettre en avant pour mobiliser politiquement les travailleurs en vue d'aider à leur compréhension de la nécessité d'abattre le capitalisme, la nécessité de la révolution prolétarienne. En finir avec la Constitution ultra-réactionnaire de la V^{ème} République, obtenir la représentation proportionnelle, mettre un terme aux violations du suffrage universel par le système des quotas et des découpages, pour ne prendre que cet exemple, sur la base d'un mouvement de masse pour une Constituante démocratique, qui permette l'expression populaire la plus large, tout cela était assimilé à du ... « Mélenchonisme » ! Avancer le mot d'ordre de rupture avec l'UE (et de l'OTAN) dans le cadre de la lutte contre le capitalisme, c'était ... « *risquer de se mettre en porte à faux si Marine Le Pen obtenait la tenue d'un référendum sur le sujet* » (R. Perlican* au congrès extraordinaire de l'URCF) ou « *ça ne sert à rien, ça introduit la confusion* » (P. Fraysse*, idem) ! Or si s'arrêter à ces objectifs, en faire des préalables pour créer des conditions éventuelles pour faire la révolution, conduisent au réformisme de fait (car c'est retomber dans la problématique des mencheviques sur « les conditions qui ne sont pas réunies »), a contrario, si le prolétariat ne se met pas en

mouvement sur ces questions (et plein d'autres), il pourrait au mieux combattre le Capital, mais il ne remettra pas en cause le capitalisme comme système et la domination de la bourgeoisie sur la société qui en découle. Il ne se préparera pas à prendre ses affaires en main, à décider de tout, à créer des structures de lutte potentiellement susceptibles d'être substituées à l'État bourgeois dans la perspective de la révolution.

On retrouve les mêmes problèmes, (et la même absence d'initiatives) quand il s'agit de la bataille à mener – et cela devient urgent – pour la paix. Si le mouvement pour la paix ne fait pas la liaison entre la guerre et le capitalisme, nous serons en présence d'un mouvement pacifiste petit-bourgeois, qui prônera la « non-violence », qui renverra dos à dos les agresseurs et les agressés, et surtout les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires. C'est pourquoi les communistes doivent intervenir pour un vaste mouvement pour la paix contre l'impérialisme et le capitalisme. Concrètement pour la France, en dénonçant sa politique étrangère, ses interventions militaires sous quelque prétexte que ce soit, son armement nucléaire, ses bases militaires à l'étranger, la politique d'exportation d'armements... Car c'est de cette manière qu'on lutte pour la paix : en luttant contre la cause des guerres, le capitalisme.

Avoir des mots d'ordre démocratiques pour mobiliser les masses dans la perspective de la révolution (et non pour créer des illusions sur un aménagement possible du système, comme par exemple avec l'affirmation « *de l'argent, il y en a* » : c'est vrai, et il faut le dire, mais en faisant comprendre que s'il n'est pas utilisé pour satisfaire les besoins, c'est que le capitalisme, ses lois, ne permettent pas de le faire et donc qu'il faut la révolution) est une condition incontournable pour qu'elles prennent à leur compte les sujets du processus révolutionnaire et du socialisme comme première étape du communisme.

2. Sur le Journal

Il était évident que cette question ne pouvait que ressurgir. Il était clair que la liquidation d'*IC* comme Journal Communiste, pour au mieux le remplacer – mais en fait le supprimer puisque la plupart des interventions des camarades de *COMMUNISTES* (sauf celles de Paul Frayssé* sur ce point précis) visaient à **opposer le bulletin électronique hebdo et la publication de quatre pages paraissant tous les deux mois, à *IC*** qui « *ne servait à rien* » – en le remplaçant par une publication de type syndicale révolutionnaire, mais sans qu'elle se prononce sur les formes de lutte (!). Le Secrétaire National a doctement expliqué qu'il y avait besoin d'un journal pour tous les travailleurs, et que l'avant-garde de la classe, il la rencontrait dans les manifs, les réunions sous les traits des secrétaires d'UL, d'UD, etc. Il n'a pas osé nommer les dirigeants du PCF ! Mais tout de même, dans cette période historique, ces quarante dernières années depuis la capitulation révisionniste de la direction du PCF, de congrès de la CGT qui l'ont vu abandonner la FSM pour rejoindre l'organisation syndicale intégrée à l'UE et l'alliance du Vatican et de la CIA que constitue la CIS, confondre militants d'avant-garde et membres de la bureaucratie ouvrière, c'est sidérant ! Entendons-nous bien : nous ne pensons pas que tous ces cadres syndicaux sont des bureaucrates. Mais nous ne considérons comme appartenant à l'avant-garde que ceux qui sont membres du Parti (ou à tout le moins à une organisation se réclamant du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme) et les sympathisants. Même les camarades qui sont entrés en lutte contre les directions des fédérations et de la CGT (comme de celle de la FSU), contre leur tendance à la capitulation, à se satisfaire d'une poignée de lentilles à la place d'un repas complet, s'ils n'ont pas la perception politique nécessaire pour comprendre :

- a) que le combat fondamental, c'est le combat contre la classe bourgeoise (pas les seuls patrons du CAC 40, pas les seuls membres du MEDEF, mais l'ensemble de la classe bourgeoise, de ceux qui vivent de l'exploitation du salariat parce qu'ils possèdent le capital ou qu'ils occupent une fonction dans l'appareil de domination de cette classe),
- b) que sa dictature de classe doit être renversée révolutionnairement pour faire place à la dictature du prolétariat, qui lui ôtera la base matérielle de sa domination et réorganisera la société sur la base du communisme,

ceux-là peuvent être des alliés potentiels, un vivier de recrutement à gagner, mais ils ne font pas partie de l'avant-garde.

Et justement, le journal léniniste doit être un des outils pour les y intégrer. Le journal « *pour tous les travailleurs* », c'est de fait le journal qui se met à la remorque (au mieux) de cette couche de camarades qui sont écartelés entre la tendance à s'intégrer à la bureaucratie ouvrière et la tendance à affirmer des positions de classe - mais qui est la plus faible en l'absence d'un parti révolutionnaire qui diffuse des analyses à partir du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien-. Et au-delà, le journal « *pour tous les travailleurs* », ce

peut même être le silence, pour « *ne pas se couper* », sur nos positions ou l'alignement sur des positions rétrogrades. C'est ainsi que nous nous étonnons moins de la timidité, de la frilosité des camarades de *COMMUNISTES* sur la question de l'Union Européenne et de leur refus d'avancer le mot d'ordre de la nécessité de rompre avec cette structure de domination du capital monopoliste, comme avec l'OTAN, comme moment du combat pour le socialisme.

En réalité, la question du journal était le révélateur d'une **divergence fondamentale : la place de la théorie dans l'élaboration de la politique du parti, dans sa mise en œuvre, dans la manière dont sont sélectionnés les cadres**. En réalité, les dirigeants de ex-*COMMUNISTES* dans leur immense majorité, font preuve d'un profond mépris pour la théorie. Elle n'est au mieux qu'un supplément d'âme. Sinon, elle se réduit à quelques éléments indispensables pour la lutte syndicale comme la théorie de la plus-value. Et nous montrons par ailleurs combien elle est caricaturée dans les « cours » de formation. Nous ne l'avions pas perçu pendant les discussions préparatoires, puisqu'il était mis en avant que justement à *COMMUNISTES*, ils étaient désireux de se former théoriquement, et qu'ils étaient intéressés par des débats internes ; et de notre côté, nous pensions que les évolutions qui avaient été les leurs, et leur démarche pour l'unification, étaient la preuve qu'ensemble nous pouvions construire un Parti de type marxiste-léniniste, un parti qui permette d'acquérir la conscience prolétarienne.

Car ce parti doit allier connaissances théoriques et pratique militante, l'une se nourrissant de l'autre au point que Marx inventera un mot pour le définir : la praxis. La connaissance et l'analyse des lois du développement du capitalisme, de la lutte des classes, sont indispensables à une politique communiste. « *Pas de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* », dira Lénine. Un communiste doit tendre à maîtriser le matérialisme dialectique, et partir des contradictions existantes pour les utiliser au profit de la classe ouvrière. « *Je me f... des contradictions !* », s'exclamera Rolande Perlican* en Comité national du PR-C ! Manifestement comme pour Georges Marchais*, le célèbre « instinct de classe » suffisait aux ex dirigeants de *COMMUNISTES* pour élaborer la politique du parti : « *pédants* », « *bavards* », « *pas besoins de leçon de marxisme* », « *je laisse cela aux spécialistes du léninisme* », seront quelques amabilités que nous entendrons dans les instances nationales. Or, si « l'instinct de classe » peut à l'extrême rigueur suffire pour se défendre au quotidien, il ne peut élaborer la politique d'un parti révolutionnaire.

Ce refus de la théorie a induit d'autres déviations comme celle de faire du CN et du BN de simples chambres d'enregistrement en niant leur rôle d'élaboration et de direction : une ou deux personnes avec un « instinct de classe » supérieur suffisent bien ! Soulignons d'ailleurs que la science ne pouvant se développer sans liberté de discussion et sans polémique, elle a besoin de la théorie et que celle-ci soit plus ou moins maîtrisée par les camarades pour qu'ils puissent participer aux débats. C'est donc aussi une question de démocratie dans le parti, tout comme la condition pour que les discussions contribuent à l'approfondissement de la ligne politique adoptée au congrès. Sinon les réunions comme les congrès se réduisent à de simples comptes-rendus d'activité ! Il est d'ailleurs significatif que, dans un texte interne, qui nous est parvenu après la scission, rendant compte du congrès du Parti Communiste des Peuples d'Espagne, le responsable international d'ex-*COMMUNISTES* puisse dire : « *un assez bon congrès mais une théorisation à l'extrême* » !

À l'opposé du journal « *pour tous les travailleurs* », nous avons défendu le fait que **nous devons avoir plusieurs niveaux d'intervention dans les masses** : des tracts sur l'actualité des luttes et les questions politiques, qui s'adressent à tous les travailleurs et les couches populaires, la jeunesse, les femmes ; le bulletin électronique et le quatre pages qui s'adressent à ceux qui sont déjà dans la lutte, et le journal communiste, *IC*, qui s'adresse aux militants du Parti et à ceux qui sont à la recherche d'une perspective politique, en les informant sur la réalité du capitalisme dans son ensemble (pas seulement la chronique de l'exploitation quotidienne, mais les scandales, les contradictions dans les rangs de la bourgeoisie, la politique militariste, les réalités de la vie politique et sociale, les questions culturelles, les différentes forces de la bourgeoisie...) ; en aidant à leur formation idéologique et politique (et donc oui, ne vous en déplaise, en revenant sur les analyses de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et des dirigeants du Mouvement Communiste International, en les diffusant, et en faisant des analyses sur cette base) ; et enfin en organisant autour du journal et du parti l'avant-garde de la classe. **POUR NOUS, CETTE QUESTION DU JOURNAL, C'ÉTAIT CLAIREMENT DIT DEPUIS LE DÉBUT DU PROCESSUS D'UNIFICATION, C'EST UNE QUESTION NON NÉGOCIABLE !** Nous n'avons pas fait insérer dans les statuts l'existence des trois journaux

pour rien, mais parce que les trois niveaux nous semblent indispensables. Encore faut-il que « le quatre pages » qui sort en pleine lutte contre la loi « Travail » ne brouille pas les perspectives. Ce qui n'était pas le cas.

3. Les « perspectives »

Lorsque la réunion du CN se réunit, le 21 mai 2016, cela fait plus de deux mois que la bataille contre la loi « Travail » est engagée. Non seulement elle continue, mais elle se renforce et s'élargit, malgré le flou des consignes syndicales. De par sa nature, cette lutte, pour se développer, a besoin d'être posée sur le plan politique, car il ne s'agit pas que d'une lutte syndicale, économique, c'est une lutte frontale contre l'État bourgeois, et depuis l'autre camp contre le mouvement ouvrier. Et c'est la première depuis longtemps ! C'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement cherche à faire plier la CGT et refuse tout compromis de forme. La particularité, c'est que lorsqu'on parle dans ce cas de l'État bourgeois, il faut y intégrer son prolongement, l'Union Européenne, car des lois « Travail », il y en a une dans chaque pays la composant ! C'est donc bien le rôle spécifique du Parti (dans le prolongement de ce que nous avons dit plus haut) que d'expliquer aux travailleurs l'enjeu de la bataille, de le clarifier :

- oui l'affrontement avec le pouvoir bourgeois est inévitable et la social-démocratie est l'ours savant (Aragon) de l'impérialisme français ;
- pour assurer l'avenir de la société, des travailleurs, il faut donc « préparer » la révolution socialiste en renforçant le parti et ses positions idéologiques dans la classe, dans les masses.

C'est d'autant plus important que le caractère politique de la lutte conduit spontanément à renforcer l'idée que l'on n'obtiendra satisfaction qu'en allant voter, ce qui affaiblit la mobilisation y compris syndicale. Le parti, ses militants, doivent donc en permanence lever les illusions électoralistes, qui ne sont pas que dans la croyance « *qu'il faut gagner les élections* », mais plus largement dans la croyance que la politique se résume à l'acte électoral !

Or dans la semaine précédente, a été publié le « quatre pages », censé exprimer au mieux la position du Parti ! Dans le contexte que l'on vient d'évoquer, ce journal est une véritable caricature de jusqu'où des positions « économistes », « anarcho-syndicalistes », peuvent conduire.

La première page est titrée « *L'enjeu de l'élection Présidentielle de 2017* », et en page 3, « *un candidat du Parti Révolutionnaire Communistes à l'élection Présidentielle* » (la majuscule à Présidentielle est significative, et comme les dirigeants de Communistes aiment le répéter : « *Nous sommes les seuls* »... à la mettre !). Les deux articles représentent près des ¾ du journal, et sur le ¼ restant nous avons un article sur les jeunes, et un article de moins d'¼ de page A4 (!) sur le mouvement en cours qui n'est rien d'autre qu'une resucée du communiqué intersyndical ! Alors, au risque d'apparaître comme des « spécialistes du léninisme » (caractérisation qui pendant le CN a rajeuni certains de nos camarades, les ramenant à l'époque du PCF du XXI^e Congrès au congrès de Martigues !), disons franchement que c'est politiquement inadmissible. D'une part est évacué l'enjeu du moment (battre le gouvernement, accroître la conscience de classe révolutionnaire), et il est renvoyé à une échéance électorale future. Ce qui implique que jusque-là ce qui peut se passer est secondaire ! Ce qui est confirmé par l'annonce de la présentation d'un candidat du parti, dont le vote sur son nom permettrait de concrétiser l'enjeu, « *le seul* », défini comme « *soit le changement fondamental de politique, soit de poursuivre la même en l'aggravant.* » Or c'est doublement grave : d'abord parce qu'il est faux, archi faux, de prétendre que l'enjeu soit celui-là. Et parce que dans les conditions actuelles, la candidature du parti ne peut être autre chose qu'une candidature d'agitation. Car l'enjeu de l'élection présidentielle sera d'empêcher le prolétariat, les couches populaires de se ranger derrière telle ou telle fraction politique au service de la bourgeoisie monopoliste : le PS, les centristes, le PR, le FN, et qui tous feront une politique du même type, même si le FN doit être ciblé en particulier pour dénoncer sa démagogie et son idéologie qui imprègne plus ou moins tous les autres. Et c'est empêcher le ralliement aux candidatures qui, comme celles de type Front de gauche/PCF/Mélenchon, se positionneront comme relève éventuelle de la social-démocratie traditionnelle. Pour résumer l'enjeu politique de ces élections, pour les communistes, c'est de faire en sorte que la classe ouvrière, pour reprendre la formule de Lénine, ne se range pas « *sous un pavillon étranger* », qui ne soit pas le sien !

Mais la lecture des articles soulève d'autres problèmes tout aussi graves.

C'est ainsi que l'on commence par affirmer qu'« *Hollande ne sera pas réélu* ». Et du coup on passe directement... au second tour, avec la campagne contre le Front Républicain ! Or à l'heure actuelle rien ne dit qu'il n'y aura pas un autre candidat PS, ni d'ailleurs que les circonstances du moment ne permettront à Hollande (les régionales l'ont montré) de se maintenir. Et alors, ça change quoi ? L'enjeu dans tous les cas est bien celui que nous venons de déterminer.

Mais **la fin de l'article est significative**. D'abord il est affirmé « *que le régime capitaliste reste puissant en France* ». Dit comme cela, ça ne veut rien dire. D'un côté le capitalisme impérialiste, en France comme ailleurs, se caractérise par la crise générale qui l'affecte, par une tendance à la baisse accélérée du taux de profit moyen (eh oui), par la suraccumulation du capital, par l'accélération du cycle des crises systémiques, qui ne sont plus entrecoupées par de véritables périodes de reprise, par une surproduction relative quasi-permanente, par un aiguisement des contradictions des rapports sociaux de production comme des contradictions interimpérialistes... Bref, le capitalisme est tout sauf puissant. Mais d'un autre côté par contre, même si l'auteur confond « régime capitaliste » et « régime bourgeois », — erreur vénielle mais qui obscurcit la compréhension —, c'est à voir sur le plan politique et idéologique : le régime est encore puissant de la faiblesse de son adversaire, le prolétariat, qui ne s'est pas encore remis de la défaite du socialisme réel, de la trahison des directions du PCF et de la CGT, et des gigantesques bouleversements qui se sont produits dans les quarante dernières années au niveau des forces productives, et qui ont modifié la composition de la classe ouvrière. En même temps, force est de constater que là encore derrière cette puissance apparente, des signes de faiblesse pointent : l'approfondissement de la crise politique marquée, ici comme ailleurs, par un accroissement considérable de l'abstention, du vote blanc ou nul, par des tentatives de recomposer le cadre du champ politique (opération Macron, montée relative du Front National, divisions des partis Républicain et Socialiste...), par la méfiance envers tout ce qui est officiel...

La conclusion de cet article est tout aussi erronée : le parti « ***propose autre chose, une véritable alternative, l'appropriation par le peuple des grands moyens de production et d'échange, des grandes industries, des banques et de la finance qui seule permettra d'en finir avec le chômage, d'augmenter les salaires, les pensions, de conquérir de nouveaux droits, qui seule permettra de développer l'économie pour la satisfaction des besoins de tous*** ». Le rôle du parti, c'est de proposer le socialisme comme alternative et de démontrer non seulement sa nécessité, mais aussi que, pour y parvenir, il faut une révolution, c'est-à-dire une rupture brutale avec l'état des choses telles qu'elles sont et en premier lieu en brisant la machine de l'État bourgeois. Ce n'est sûrement pas en gagnant des élections présidentielles (même avec un P majuscule) où, comble du ridicule, le candidat ne pourra aller jusqu'au bout, qu'on y parviendra. Et d'ailleurs, le deuxième article, tout en continuant à maintenir l'illusion que les travailleurs pourront voter pour le candidat du parti, et donc « *pour la seule véritable alternative* », la résume en deux paragraphes que n'importe quel candidat du PCF pourrait reprendre à son compte, avec la simple reprise des « *richesses, créées par le travail, confisquées par le capitalisme* », en faisant l'économie de la révolution, en ne disant pas un mot sur le caractère de l'État bourgeois, de ses institutions françaises, sur l'Union européenne et l'OTAN qui en sont indissociables.

C'est ce que nous avons tenté d'expliquer le 21 mai 2016. Mais on n'avait pas l'intention de nous écouter et d'essayer de comprendre. Or, une fois de plus, nous n'avons pas adhéré à COMMUNISTES, mais à un nouveau parti qui intégrait notre apport politique ! Les méthodes de fonctionnement devaient précipiter notre départ.

4. Sur les questions du fonctionnement

Nous avons déjà abordé certains aspects de cette question. Il nous y faut revenir, car il s'agit d'une question fondamentale, et ce qui s'est passé le 21 mai 2016 n'est pas un accident, une erreur du président de séance. C'est un type de fonctionnement. Pendant la période précédant le congrès d'unification, un des problèmes sur lesquels il y a eu le plus d'opposition, ça a été la question du centralisme démocratique, dans un premier temps rejeté par COMMUNISTES. Rolande Perlican* a expliqué que l'expérience du PCF faisait qu'ils étaient très méfiants devant une notion qui avait permis à G. Marchais* d'imposer l'opportunisme dans le parti. Nous avons répondu sur cette question. Mais nous nous disions qu'il fallait comprendre que les pratiques contraires au centralisme démocratique, mais en son nom, de Marchais et de son groupe, les avaient rendus méfiants. C'est la raison pour laquelle nous étions prêts à accepter, jusqu'au prochain congrès, de ne pas employer l'expression,

mais d'en développer le contenu dans les statuts, pour leur faire faire l'expérience et adopter le concept dans deux ans. L'unité nécessite des compromis qui ne remettent pas en cause les principes. Finalement ils ont, comme on l'a vu, accepté que cela figure en toutes lettres dans les statuts. Mais nous avons cru comprendre que dans le concept, c'était le « centralisme » compris comme l'autoritarisme et le pouvoir du chef qui les gênait. Or nous nous trompions lourdement : c'était le caractère « démocratique » du centralisme qui les gênait. Lors du CN de mars, le camarade Tonio Sanchez* nous a donné une explication du CD que n'aurait pas désavouée G. Marchais* : le secrétariat décide, les autres organismes entérinent ! Le congrès du parti est un simple rassemblement de camarades pour qu'ils comprennent la position du secrétariat, l'approuvent et réalisent la direction ! Plus, nous avons été confrontés à un fonctionnement du parti fortement marqué par ce que Lénine appelait « la morgue des responsables communistes ». C'est à la lumière de cela que l'on peut comprendre pourquoi les questions internationales ont été traitées par le Bureau national et non devant le CN : les simples membres du CN ne seraient « *pas aptes à aborder une telle discussion* » ! « *C'est un niveau classe de sixième, il ne faut surtout pas y faire un cours de terminale* » (Paul Fraysse*). Et c'est la même chose en pire quand il s'agit des masses populaires et de la classe ouvrière : « *ils ne comprennent pas autre chose que les questions de niveau de vie, il ne s'agit pas de leur « parler de « trucs » (baisse du taux de profit, accumulation ...) qui pour eux ne veulent rien dire* » !

Cela est aggravé par le fait que d'autre part, les véritables dirigeants ne sont pas ceux annoncés. Ceux qui décident dans les faits, ce sont Rolande Perlican* et Paul Fraysse* ! C'est caricatural au point que lorsque leurs camarades s'opposaient par principe, soit sur l'analyse, soit sur les propositions, aux ex-camarades de l'URCF, et que ce n'était pas « tenable », il suffisait d'une intervention de Paul Fraysse* pour changer du tout au tout leur position ! Que l'on a vu a contrario, une décision, prise en Secrétariat sur l'initiative du camarade Sallé*, remise en cause, avant d'être connue dans le parti, par la camarade Perlican*, qui assiste aux téléconférences du Secrétariat dont elle n'est pas membre !

Cette conception du fonctionnement du parti s'est révélée au grand jour le 21 mai 2016. La discussion avait été vive, mais moins tendue que les réunions précédentes. On pouvait trouver une base d'accord, malgré le « quatre pages », car on n'avance pas sans faire d'erreurs. Mais la condition première, c'était de prendre en considération ce que nous disions. Comme l'a dit l'un d'entre nous : « *Depuis onze mois, les anciens de l'URCF ont appris plein de choses auprès des camarades de COMMUNISTES, sur le rapport aux masses, sur la manière d'écrire les tracts et le matériel qui leur sont adressées, sur le travail électoral, etc. Mais malheureusement l'inverse n'est pas vrai et au contraire les camarades de COMMUNISTES n'ont eu de cesse de vouloir effacer l'héritage de l'URCF.* » Les interventions de Paul Fraysse* (« *je m'interroge si ce sont des désaccords qui seront vite surmontés ou des divergences de fond avec les conséquences qu'il faudra en tirer* ») et l'intervention de Tonio Sanchez* mettant en cause nommément, à la limite de l'insulte, deux camarades, et la mauvaise foi vis-à-vis des critiques faites, ont tendu l'atmosphère. Mais la proposition de voter sur le rapport sans tenir compte de la discussion depuis le matin visait une fois de plus à nous mettre en marge en faisant croire que nous nous opposions à la participation aux élections, alors que nous disions que ce n'était pas le moment de soulever cette question (s'y préparer, c'est autre chose), que la question du moment, c'était la lutte contre la loi « Travail » ! Et que la base de notre participation à celle-ci ne pouvait être celle retenue (voir ci-dessus). Devant le refus de donner la parole à un camarade pour qu'il puisse expliquer son refus de voter, puis le refus de prendre en compte les refus de voter, il n'y avait plus de possibilité autre que de tirer la conclusion que l'unité était impossible, les bases sur lesquelles nous avons tenté de la construire n'existant plus.

Réflexions sur l'échec de l'unification

Au moment de conclure, il nous semble évident que l'analyse de l'échec auquel nous avons abouti doit nous amener à des conclusions qui doivent nous aider dans la perspective de l'édification d'un parti communiste puissant qui mette un terme à la dispersion actuelle du mouvement communiste dans notre pays.

Car nous ne renonçons pas et nous ne renoncerons jamais à cette tâche !

Il faut d'autre part ne pas perdre de vue que les difficultés auxquelles sont confrontés les communistes en France sont les mêmes, sur le fond, que celles que rencontrent nos camarades d'autres pays. La victoire temporaire de l'impérialisme dans les années 80 du siècle dernier, les modifications dans les forces productives et leur redistribution spatiale, la domination de l'opportunisme dans le Mouvement Communiste International qui

devait déboucher sur la trahison révisionniste (eurocommunisme, gorbatchévisme...), sont la base de ces difficultés. Il revient aux communistes, sur la base du marxisme-léninisme, de poursuivre la réflexion dans ce sens.

Mais dès maintenant, nous pouvons tenter de répondre à la question suivante : Pourquoi, alors qu'avant juin 2015, nous avions la perspective d'aller vers la constitution d'un Parti révolutionnaire, marxiste-léniniste, l'avons-nous perdue ? Cela d'autant plus que, toute proportion gardée, nous avons eu l'impression de voir se rejouer le II^e congrès du POSDR et ses suites : alors que l'aile révolutionnaire semble en passe de l'emporter, des questions qui semblent secondaires aboutissent au triomphe de l'opportunisme !

Nous avons sous-estimé le caractère anarcho-syndicaliste de *COMMUNISTES*, sa négation de la lutte politique et idéologique, son mépris pour les questions théoriques, sa sous-estimation du caractère international de la lutte. Il faut rappeler que chaque fois que nous posions des questions sur leurs positionnements en développant les nôtres, leurs réponses étaient positives : or dans la réalité, ces sujets ne les intéressaient pas et donc cela ne coûtait rien de nous faire plaisir ! Dans le même temps, nous n'avons pas pris en compte une certaine fascination de leur part pour les batailles électorales, car permettant d'engranger des résultats immédiats sans s'interroger plus que ça sur le contenu de la bataille et ses objectifs politiques en relation avec la construction du parti révolutionnaire marxiste-léniniste. Bien sûr que c'est une question importante, que ce sont des batailles qu'il nous faut affronter directement pour intéresser les masses à notre politique. Mais pour autant, ce ne peut être le travail essentiel, et il faut l'aborder en fonction des capacités du parti et de l'intérêt politique au moment donné.

Nous avons d'autre part un peu cédé à la pression unitaire. C'est ainsi que nous avons accepté que les négociations sur l'unification aient comme cadre les réunions entre les seuls camarades Fraysse* et Sallé*. Or si Jean-Luc Sallé nous rendait compte de toutes les discussions au fur et à mesure, pour que nous fassions le point en Comité Central, nous nous sommes aperçus que « de l'autre côté », ça n'avait pas été le cas, les camarades de *COMMUNISTES* ayant été visiblement mis devant le fait accompli et pas automatiquement mis au courant de ce qui avait été vraiment discuté et décidé. Il aurait fallu exiger des délégations élargies des deux organisations (c'était notre point de vue), car au-delà des négociations proprement dites, cela révélait une conception du parti erronée. De la même manière, il avait été décidé que le congrès d'unification devait avoir lieu à l'automne. Mais *COMMUNISTES* rendait publique la date du 20 juin unilatéralement, au mois d'avril. Confrontés à un petit courant sectaire dans nos rangs, nous avons accepté le nouveau calendrier alors qu'il restait des questions à clarifier, finalement celles qui se sont posées par la suite. Il est vrai cependant que l'évolution des discussions semblaient indiquer que le processus allait dans le bon sens. Et c'est important de l'avoir à l'esprit : qui dit unification dit nécessité de surmonter des points de vue différents, des pratiques différentes et faire preuve de compréhension. La construction d'un parti communiste est un processus contradictoire comme tout ce qui est vivant. Il nécessite une bataille idéologique et politique où à tout moment se confrontent les positions opportunistes et les positions révolutionnaires. De plus, notre erreur a été, contrairement à ce qui avait toujours été notre position de principe, de ne pas avoir mis l'accent, pendant les discussions politiques et idéologiques, sur l'unité d'action dans la bataille politique. Mais il est vrai que nos deux organisations avaient la particularité de ne pas être implantées dans les mêmes départements, ce qui relativisait la question.

Une question se pose : pourquoi ont-ils voulu l'unité, alors que tout ce que l'URCF a apporté a été nié (le journal, les relations internationales, la conception léniniste du parti et son rôle...) ? En fait, il semble que les camarades Perlican et Fraysse aient été inquiets quand nous avons rendu public notre objectif de créer une organisation de Jeunesse Communiste révolutionnaire et de transformer l'URCF en parti. Leur parti n'a en effet pas vraiment de jeunes. De notre côté, nous surestimions leur force : ils perdaient des adhérents – sans que jamais cela ne soit enregistré ! C'est ainsi que dans les départements de la moitié sud de la France où ils annonçaient des organisations, celles-ci n'existaient plus depuis plusieurs années, et les camarades n'avaient pas repris leur carte. Dans un département, le camarade indiqué, très âgé, continuait à être membre du PCF et y versait ses cotisations ! Ils donnaient l'impression d'avoir une meilleure composition sociale que la nôtre. En réalité, dans l'ensemble, ce sont surtout des retraités. C'était significatif au Secrétariat où les deux seuls camarades actifs étaient issus de nos rangs. Nous leur avons fait confiance, et nous leur avons laissé la prééminence en croyant ce qu'ils nous disaient, y compris sur leur nombre qui était en réalité égal au nôtre.

En même temps, plus ou moins consciemment, ils espéraient nous faire taire car dans *COMMUNISTES*, certains de leurs militants ne sont pas insensibles aux questions théoriques et idéologiques et nous y avons des lecteurs d'*IC*. Mais surtout, ce qui les intéressait, ce sont nos jeunes. Il suffit de voir comment ils ont procédé pour nous isoler d'eux (mais sans résultat) et la manière dont ils les flattent ! Enfin, nos cotisations les intéressaient – pour alimenter la « caisse électorale », ce que révèle la position sur *IC* (cf. ci-dessus). Notons que la plupart ne payent pas de cotisation régulière, mais versent à la souscription.

Pour terminer, il faut signaler que jusqu'au bout, alors que beaucoup de camarades nous faisaient part de leur inquiétude, nous avons appliqué le centralisme démocratique, distribuant des tracts dont le contenu ne nous satisfaisait pas vraiment, simplement modifié dans la présentation. Le premier mai à Paris, nous avons assuré la présence militante du Parti, avec une banderole, des tracts. On peut regretter que plus de camarades ne se soient pas investis dans la bataille interne et dans les masses, pour créer les conditions d'une transformation du Parti révolutionnaire-Communistes en organisation bolchévique ! Mais les dirigeants de *COMMUNISTES* n'ont rien fait pour qu'il en soit autrement. L'attitude grossière, provocatrice, méprisante, haineuse à l'égard de certains de nos camarades, notamment chez Paul Fraysse*, n'y est pas pour rien.

Un moment du combat pour la reconstruction d'un parti d'avant-garde léniniste dans notre pays se termine, pas comme nous l'aurions voulu. Mais pour autant ce combat continue. C'est à nous de faire en sorte que ce congrès de fondation du Parti Communiste Révolutionnaire de France, et les décisions que nous avons prises, constituent une étape nouvelle dans la construction du Parti révolutionnaire.

La question de l'unité des communistes de France continue de se poser. C'est pourquoi, sans étroitesse, sans esprit de boutique, sans sectarisme, il nous faut réfléchir à ce que nous venons de vivre pour ne pas répéter les mêmes erreurs tout en étant à l'offensive. Nous le devons à la mémoire du camarade Jean-Luc Sallé qui a contribué de manière décisive à faire de nous ce que nous sommes.

ANNEXE sur les fonctions des camarades cités

- **Jean-Luc SALLÉ** : Secrétaire général de L'URCF, Secrétaire national adjoint du Parti révolutionnaire – Communistes (PR-C)
- **Rolande PERLICAN** : Membre du Comité Central du PCF, Secrétaire nationale de *COMMUNISTES*, membre du Bureau national du PR-C.
- **Paul FRAYSSE** : Membre du Secrétariat de *COMMUNISTES*, membre du Bureau national du PR-C.
- **Maurice CUKIERMAN** : Membre du Bureau politique de L'URCF, membre du Bureau National du PR-C.
- **Michel GRUSELLE** : Membre du Secrétariat de *COMMUNISTES*, puis du Bureau national du PR-C
- **Pierre KOMOROV (PK)** : Membre du Bureau politique de L'URCF, puis du Secrétariat national du PR-C.
- **Tonio SANCHEZ** : Secrétaire national de *COMMUNISTES*, puis du PR-C.
- **Marie-Noëlle DÉMARET** : Membre du Bureau politique de L'URCF, puis Trésorière adjointe du PR-C.
- **Georges MARCHAIS** : Secrétaire général du PCF de 1972 à 1994.

Capital / travail Classe contre classe

Après la disparition du camp socialiste, "le monde meilleur" tant vanté par les chantres du capitalisme tarde à se dessiner. La paix, la démocratie, le progrès et la justice sociale promis à cor et à cri par les dirigeants des États capitalistes triomphants et leurs laudateurs se sont transformés en véritable cauchemar pour la planète toute entière.

Le capitalisme : ultime étape du développement social ? L'état du monde atteste du contraire. Une société construite sur l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des peuples, une société dont le maître mot est le profit, ne peut être éternelle. Une société où des centaines de millions d'êtres humains connaissent toujours la faim et la malnutrition, le chômage, l'angoisse du lendemain, l'insécurité, le mépris et la haine raciste, le désespoir, les catastrophes naturelles et les guerres, n'est pas "la fin de l'histoire".

Le système capitaliste connaît un approfondissement de sa crise générale. Elle exaspère les contradictions entre les États impérialistes qui se livrent à une concurrence sans merci en instaurant par la violence leur domination sur les autres pays de la planète et en aggravant l'exploitation des travailleurs. Dans ce cadre, le système capitaliste s'est installé dans une crise économique chronique dont la dernière manifestation aiguë en 2008 semble indiquer une aggravation.

Pour autant, la crise n'altère pas leur insatiabilité du profit maximum. La dynamique de recherche permanente de profit, innée au système, les conduit à imposer y compris à leurs propres peuples des politiques économiques et sociales des plus violentes tout en développant des instruments de domination idéologique des plus sophistiqués, via les médias et les nouvelles technologies, dans le but de renforcer et de pérenniser leur hégémonisme de classe.

En France, comme dans les autres pays, cette politique a pour conséquence la dégradation continue de la situation des travailleurs. La baisse du pouvoir d'achat, le chômage et la précarité participent à l'aggravation de la pauvreté. À l'opposé, les groupes capitalistes monopolistes augmentent leurs profits. La classe bourgeoise consolide et développe ses fortunes.

Depuis des décennies, l'alternance politique "gauche/droite" n'a eu que mépris pour celles et ceux qui n'ont que leur salaires pour exister.

Les mandatures passent et se ressemblent. Les travailleurs et l'écrasante majorité de la population vivent sous le diktat des plans d'austérité imposés par l'État bourgeois sous la férule des gouvernements qui se succèdent.

Ainsi, élections après élections, les monopoles, l'oligarchie financière, véritables détenteurs du pouvoir politique, distribue ses feuilles de route qui structurent les lois qui encadrent les mesures destinées à rendre encore plus pénible la vie de ceux qui travaillent. Les contre-réformes se succèdent à un rythme infernal. Les entreprises, plus particulièrement les grands groupes industriels et financiers, multiplient leurs plans de réduction des effectifs et de fermeture d'usines. De son côté, l'État capitaliste et ses multiples rouages organisent la suppression des emplois dans le secteur et la fonction publics ; ils sont également responsables de nombreuses suppressions d'emplois dans le secteur privé.

De fait, l'aggravation de la crise permet aux capitalistes d'aggraver l'exploitation, de remettre en cause les acquis sociaux qu'ils avaient dû concéder. Le patronat et le gouvernement imposent leurs projets scélérats. Résultat : près de 10 millions de chômeurs et de précaires, plusieurs millions de personnes sont mal-logées. L'accès aux soins devient de plus en plus difficile pour des centaines de milliers de familles. L'âge de départ à la retraite est de plus en plus éloigné. La situation des retraités s'érode année après année. Dans les quartiers populaires, des dizaines de milliers de familles sont maintenues la tête hors de l'eau grâce aux aides versées par les services sociaux et les associations caritatives.

Par dizaines de milliers, des jeunes sont exclus du système scolaire et viennent alimenter les bataillons du lumpen-prolétariat. Pour survivre, certains se livrent à tous genres de trafics. Nombre d'entre eux prennent racine dans la lie de la société jusqu'à en perdre leur humanité et devenir des bombes humaines.

**Cette situation accentue l'usure de la conscience collective et entame
la combativité des travailleurs.**

En entravant leur unité, elle les précipite dans une jungle socio-économique où la revendication ouvrière n'est plus porteuse de progrès et d'émancipation, mais un marchandage désespéré pour atténuer la dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

Dans ce contexte, la faillite par trahison et reniement du PCF depuis le XXII^e Congrès en 1976 et du syndicalisme de classe est un atout majeur pour la classe capitaliste et bourgeoise. Les appareils dirigeants ouvriers ont intégré les rouages des institutions de l'État capitaliste. Le rôle qui leur est assigné, contre quelques sinécures, est de participer à la décadence idéologique et à l'isolement des éléments les plus conscients et les plus combattifs de la classe ouvrière.

Dans cette conjoncture, la bourgeoisie, par l'intermédiaire de ses sociologues, dont Bourdieu et son école, veut nous faire croire que le marxisme est trop simpliste, que la réalité est plus complexe, en mettant en avant l'existence de champs d'activité aussi divers que variés, d'une importante diversité de catégories sociales aux revenus inégaux et de plusieurs formes de relations économiques et sociales, de la prépondérance d'une prétendue classe moyenne...

En réalité, la société est divisée en deux classes sociales antagoniques : d'un côté la bourgeoisie et les capitalistes et de l'autre la classe ouvrière (le prolétariat).

La bourgeoisie détient les moyens de production, de distribution et d'échange. Elle est propriétaire des banques, de la presse et de la presque totalité des médias. Elle dispose de capitaux faramineux qui lui permettent de créer les conditions pour diviser et soumettre les salariés, et de se doter des moyens lui permettant d'accaparer toute la production réalisée par l'activité des travailleurs. C'est par ce mécanisme que les capitalistes vivent dans l'opulence tout en affichant leur mépris de la classe ouvrière.

Le prolétariat constitue la masse de la population qui ne détient aucun moyen de production ni de capitaux. Il est ainsi contraint de vendre sa force de travail tant physique qu'intellectuelle pour pouvoir vivre.

De fait, les intérêts des deux classes s'opposent.

Leur opposition est permanente : ce n'est que par la lutte que le mouvement ouvrier a réussi à arracher des droits et des acquis démocratiques qui ont rehaussé son niveau de vie et lui ont permis de s'organiser collectivement notamment à la faveur de l'émergence de l'URSS et d'un camp socialiste.

Mais la crise que traverse l'économie capitaliste depuis plusieurs années a pour effet d'aggraver la concurrence entre les capitalistes au détriment des conditions de vie et de travail des prolétaires et de la paysannerie laborieuse et à l'échelle internationale entre les pays impérialistes, ce qui menace la paix. Soulignons que tout au long du XX^e siècle, la guerre a toujours eu pour premières victimes les classes laborieuses, c'est pourquoi la bataille pour la paix contre le capitalisme est partie intégrante du combat pour les revendications, pour une vie meilleure.

Pour maintenir leurs taux de profit élevés dans le contexte de crise, en France comme dans les autres pays, les patrons s'organisent pour déposséder les travailleurs d'une partie de leurs revenus en baissant les salaires, en augmentant leur temps de travail, et en licenciant à tout va pour intensifier la productivité. C'est aussi cela qui est visé par le recul de l'âge de départ à la retraite.

Les contre-réformes que subissent les travailleurs notamment depuis 1984 attestent de la violence de la lutte de classe menée par la bourgeoisie et les capitalistes et de leur détermination à diviser et à soumettre davantage encore la classe ouvrière.

L'offensive de la classe capitaliste trouve un point d'appui dans la mutation du PCF en organisation social-démocrate et par la trahison des dirigeants syndicaux et l'adhésion de l'appareil CGT au syndicalisme de collaboration de classe, contribuant à pérenniser sa domination sur les travailleurs.

**Les échecs cumulés par les travailleurs durant plusieurs décennies,
résultant en partie de la trahison permanente de la bureaucratie syndicale corrompue,
poussent les capitalistes à durcir leur attitude dans la lutte de classe.**

Cependant, malgré ce constat amer pour les millions de travailleurs, nombre d'entre eux ne veulent pas céder à la résignation et refusent de baisser l'échine.

La mobilisation contre la loi El Khomri, une loi dictée par le grand patronat, en est l'illustration. Des semaines durant, des centaines de milliers de travailleurs se sont mobilisés pour contrer cette nouvelle attaque. Ils ont ainsi mis fin à la passivité dans laquelle avait sombré le mouvement ouvrier.

Leur combativité a mis en lumière la véritable nature du gouvernement socialiste qui les a abusés avec sa phraséologie dite de gauche. Ils ont mesuré avec quelle froideur et ignominie la bourgeoisie, ses médias, usent et abusent du mensonge, de la manipulation, de la calomnie et de la menace quand la majorité de la population s'oppose à elle même pacifiquement. Ils ont touché du doigt le fonctionnement de la démocratie bourgeoise où un gouvernement peut mépriser sa propre majorité par l'usage du 49-3, un article de la Constitution de la 5e République, issu du coup d'État gaulliste de 1958.

Ainsi, quelle que soit la couleur politique des gouvernements qui se succèdent et se succéderont, ils continueront de servir la bourgeoisie. Il est indéniable qu'elle va poursuivre et amplifier la guerre sociale contre la classe ouvrière et les masses populaires. En période de crise, la bourgeoisie ne permet aucune voie alternative. Aussi, tous ceux qui ne combattent pas le capitalisme sèment des illusions sur son aménagement et sa possible humanisation. L'exemple de la Grèce en est l'illustration parfaite. Les dirigeants de Syriza n'ont pas mis longtemps pour trahir la population qui les a portés au pouvoir. Ils se sont servis de leur réélection pour appliquer les plans d'austérité qu'ils avaient refusés quelques mois auparavant. Véritables pionniers de la « mutation », comme les dirigeants du PC Italien devenu Parti démocrate - mais sans le langage « radical » -, les dirigeants de Syriza ne pouvaient pas faire autre chose que ce qu'ils font : créer les conditions de l'intensification de l'exploitation, renforcer l'accumulation capitaliste, être les « ours savants » de la bourgeoisie. Car leur rupture avec le KKE s'est faite sur quoi ? Sur l'antisoviétisme et l'enthousiasme pour le renversement du socialisme en URSS, sur la remise en cause de la nécessité de la socialisation des moyens de production et d'échanges et de la planification centralisée, sur le rejet de la dictature du prolétariat, de l'analyse marxiste de l'État et de la révolution. Sans oublier les alliances avec les trotskistes, « les pro-albanais », les maoïstes, tous unis contre l'URSS et le MCI, et leur soutien à l'Union Européenne ! Penser qu'ils aient pu faire une autre politique, ou que celle qu'ils appliquent leur ait été imposée, relève dans ces conditions de l'imposture ou de l'incapacité intellectuelle à faire de la politique.

Ainsi le prolétariat doit-il constamment être vigilant et assurer son indépendance politique et idéologique pour ne pas être abusé et conduit à devoir se mettre à la remorque de tel ou tel camp de la bourgeoisie. Il doit être attentif, dans les domaines politique et syndical, aux manifestations, dans ces rangs, de l'opportunisme et de la corruption qui le conduisent à la capitulation. C'est pourquoi le prolétariat, la classe ouvrière, a besoin d'un parti, qui en s'appuyant sur la science, est capable de le guider pour la lutte de classe révolutionnaire.

La classe ouvrière a besoin d'un Parti et d'un syndicat de classe

Aujourd'hui les structures historiques du mouvement ouvrier ont trahi et participent de la gestion du système capitaliste. Elles constituent un frein à sa conscientisation, à son organisation et son déploiement sur le terrain de la lutte de classe.

En effet, depuis des années, les confédérations et fédérations syndicales, dont la CGT, se sont employées à fragmenter le mouvement revendicatif en transformant les luttes économiques en mouvements catégoriels, sectorisés et cloisonnés. Les journées de mobilisation nationale, espacées, sans mots d'ordre d'action clairs, sans suite, servent d'exutoire à la colère et à la montée du mécontentement. La grève générale ou nationale a disparu de la pratique syndicale (contrairement à l'Italie et l'Espagne où le syndicalisme est dominé tout autant par le réformisme).

Le mouvement syndical ne déborde plus des sentiers balisés par le système. Sa mission est de présenter le capitalisme comme une société linéaire, démocratique vantant l'effort et la valeur de l'individu. Le "compromis historique" signe l'allégeance du syndicalisme français aux lois du marché.

La déchéance du syndicalisme de classe, le syndicalisme jaune qui en découle, posent la question du cadre dans lequel seront posées les revendications des travailleurs comme point d'appui pour les luttes politiques et idéologiques.

Bien sûr, le mouvement ouvrier apprend et avance à son rythme. Mais les travailleurs doivent se défendre. Ils ont besoin de conscience. Ils n'ont pas d'autre choix que de compter sur leur force collective pour inverser le rapport de force actuel. Il faut qu'ils apparaissent comme une force politique capable de s'affirmer comme classe antagonique unie, exprimant ses propres mots d'ordre parce que tout est fait pour que les travailleurs n'apparaissent pas comme une force organisée. C'est la raison fondamentale pour laquelle le parti doit s'implanter dans les entreprises, au cœur même de l'affrontement de classe.

Le parti communiste que nous créons doit permettre aux travailleurs de reconstruire le syndicalisme de classe, qui se situe clairement comme l'adversaire du capitalisme exploiteur. C'est la condition pour remporter même des victoires partielles, le syndicalisme de collaboration de classe, aujourd'hui encore plus qu'hier, n'étant pas capable d'autre chose que de marchandages sordides qui se retournent toujours contre les travailleurs. Mais le syndicalisme de classe, c'est aussi la mise en mouvement de la classe ouvrière contre la classe des capitalistes permettant la prise de conscience que l'ennemi, que l'obstacle à la satisfaction des besoins, c'est le capitalisme dont il faut se débarrasser. C'est en cela que le syndicalisme est « l'école du communisme ». Mais le Parti Communiste doit montrer que dans toutes les batailles, l'objectif, c'est d'affaiblir la bourgeoisie pour créer un rapport des forces permettant d'aller vers l'affrontement décisif avec elle.

Mais pour ce faire, le parti doit, dans la lutte des classes quotidienne, mobiliser les travailleurs sur les questions politiques, mener la lutte idéologique et poser la question de la révolution comme perspective (évidemment sans la caricature qui consiste à répéter sur tous les tons que la solution, c'est la révolution...), et comme perspective à court terme ! Le parti doit éclairer les travailleurs sur la démagogie, sur le caractère fallacieux de la « démocratie bourgeoise », sur la dictature du Capital. Et dans le même temps, il doit être à l'écoute des masses et de leurs aspirations, pour pouvoir exprimer leurs besoins et mettre en place les organismes nécessaires au moment de l'affrontement révolutionnaire pour se substituer à l'État bourgeois. Car c'est bien cela qui est l'enjeu : à la société bourgeoise reposant sur le mode de production capitaliste obsolète et pourrissant, dangereux pour l'avenir de l'humanité, nous opposons la perspective révolutionnaire d'une société socialiste, première étape de la société communiste, sans classe, sans oppression, où l'individu sera libre de par sa solidarité avec les autres, où les besoins sociaux seront satisfaits.



La lutte révolutionnaire contre le capitalisme et pour le socialisme : un combat pour et avec les femmes !

Pourquoi poser la question des femmes quand on est communiste en France ?

S'agissant de promouvoir l'unité de la classe ouvrière et son combat pour se libérer de l'oppression capitaliste, on peut légitimement s'interroger sur la nécessité de traiter à part de la question des femmes. En effet, si en France, près de la moitié des travailleurs sont des travailleuses, certains peuvent être tentés de dire : « Les hommes comme les femmes sont également victimes de l'exploitation capitaliste, alors ne créons pas de division stérile, et laissons aux féministes de tout poil le soin de rêver aux conditions de l'égalité entre les sexes... ».

Cette position ne peut pas être celle des marxistes-léninistes : d'abord parce que ce serait nier tout le travail de réflexion et d'analyse réalisé depuis plusieurs siècles - en particulier, bien sûr, par les théoriciens du marxisme - pour mettre au jour les spécificités sociales de la condition féminine ; ensuite parce que la situation actuelle des femmes travailleuses, dans notre pays et dans le monde, justifie pleinement que, comme l'ont préconisé Marx, Engels, Lénine et Staline, on étudie scientifiquement et dialectiquement les particularités de l'oppression subie par les femmes, pour mieux les associer à la lutte générale contre le capitalisme et pour le socialisme.

C'est pourquoi notre organisation a toujours eu à cœur de produire chaque année, notamment à l'occasion de la journée du 8 mars, des tracts et documents adressés spécifiquement aux femmes travailleuses, pour les convaincre du lien indissociable entre émancipation féminine et libération du joug capitaliste. A ce sujet, nous recommandons la lecture du 4 pages publié en mars 2008 par l'URCF, intitulé « *8 mars : une journée de lutte révolutionnaire et internationaliste* », qui constitue une bonne synthèse de l'analyse communiste sur la question de la femme et, ce faisant, une réponse assez complète à la question posée ci-dessus.

Dans le cadre de la construction et du développement de notre Parti, nous nous devons cependant d'aller plus loin que la seule expression de notre engagement en faveur des femmes tous les 8 mars ; il nous faut, dans la mesure du possible, organiser un travail de terrain plus poussé pour aider à la conscientisation des femmes et favoriser leur ralliement à notre Parti.

Pour nous aider dans cette tâche sans doute difficile, quelques éléments et idées sont exposés dans les points qui suivent.

Et puis, rappelons-nous ce que disait Lénine aux ouvrières de Russie réunies en congrès en novembre 1918 : « *L'expérience de tous les mouvements libérateurs atteste que le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes.* »

1/ Les femmes en régime capitaliste : les spécificités de leur oppression, constantes et variantes

En étudiant la société capitaliste comme étape particulière dans l'Histoire de l'humanité, et en s'appuyant sur les travaux scientifiques comme ceux de l'anthropologue Lewis Morgan, Marx et Engels ont mis en évidence que l'asservissement des femmes n'est pas une donnée « naturelle », mais le produit de rapports sociaux susceptibles d'être modifiés au cours de cette Histoire. La propriété privée des moyens de production est la racine commune de l'exploitation de classe et de l'assujettissement des femmes au sein d'une famille monogamique conçue par la classe exploiteuse pour assurer la transmission de cette propriété privée.

Dans son œuvre « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État (1884)* », Engels rend compte de ses observations et analyses, d'une part de la famille bourgeoise et d'autre part des conditions de travail et de vie des ouvrières. Il met alors en évidence d'un côté la totale mise sous tutelle, par les maris, de leur femme « au foyer » (« *Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat* »), de l'autre côté la double exploitation subie par les femmes qui entrent dans la production tout en conservant leurs obligations liées à la reproduction : « *Salariée dans les bagnes industriels, elle est doublement exploitée comme femme et comme prolétaire* ». Mais loin de préconiser que les femmes restent à la maison, Engels montre un processus inéluctable et progressif engendré par le capitalisme : en faisant entrer en masse les femmes dans la production (notamment avec le développement de l'industrie), en les intégrant au système du salariat, en ouvrant la porte

de leur indépendance économique, donc de leur émancipation, le capitalisme ne supprime pas le caractère inégalitaire de la division sexuelle du travail, mais il crée les conditions objectives de sa disparition, conditions qui ne pourront être pleinement réalisées qu'avec la fin du capitalisme.

Depuis le XIX^{ème} siècle, l'évolution des pays capitalistes les plus industrialisés prouve que ces vues des théoriciens marxistes sont justifiées : sous l'effet des luttes, le slogan des femmes prolétaires « *À travail égal, salaire égal !* » a trouvé son prolongement dans une série de revendications pour l'égalité des droits (droit de vote, notamment, accordé seulement en 1945 en France!), mais ces acquis législatifs sont loin de s'être concrétisés, tant les inégalités et les facteurs d'oppression des femmes restent vivaces, voire s'accroissent sous l'effet de la crise du système. La contradiction entre travail productif et travail reproductif ne peut pas être résolue dans une société où l'État est au service d'intérêts privés (monopoles et oligarchie financière) ; c'est pourquoi Engels, et après lui Lénine, ne voyaient l'affranchissement total des femmes possible que par la socialisation des tâches domestiques (voir point 3/a/ ci-dessous), donc forcément sous le socialisme, où l'État est au service des travailleurs et de leurs familles.

Les statistiques mettant en lumière les inégalités entre hommes et femmes sont connues et même exposées sur le site gouvernemental du « *Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes* » (voir document en **ANNEXE**) ; elles concernent quasiment tous les secteurs de la société, en France, en Europe et dans le monde : éducation, pauvreté, emploi, salaires, politique, santé, violences, aucun domaine ne voit se réaliser une égalité effective entre les deux sexes. Il est utile, pour les communistes, de connaître ces chiffres, mais aussi d'en rejeter l'interprétation qui en est tirée dans les milieux officiels et réformistes : non seulement il n'y a pas de fatalité à cette situation, mais ce ne sont ni les changements de mentalité ou de mœurs ni les mesures volontaristes (la parité imposée aux élections, par exemple) qui peuvent suffire à changer fondamentalement les injustices subies par les femmes.

Pour le travail communiste, il est bon de savoir que la **division du travail selon le sexe est encore très marquée en France**, et que c'est un des aspects fondamentaux de l'inégalité sociale qui prévaut entre hommes et femmes. Voir le tableau ci-dessous, montrant que, dans les différents secteurs de production, les femmes demeurent cantonnées aux métiers dits féminins, et surreprésentées dans les professions incarnant les « vertus dites féminines » (administration, santé, social, services à la personne) : 97 % des aides à domicile et des secrétaires, 90 % des aides-soignants, 73 % des employés administratifs de la fonction publique ou encore 66 % des enseignants sont des femmes. Des métiers souvent peu rémunérés. On les retrouve logiquement au bas de la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles : les femmes représentent 77 % des employés, 51 % des professions intermédiaires (dans les secteurs de la santé, du travail social ou de l'éducation), contre 16 % des chefs d'entreprise et 40 % des cadres supérieurs.

Les métiers les plus féminisés			
	Nombre d'emplois total en milliers	Nombre de femmes en milliers	Part de femmes en %
Aides à domicile et aides ménagers et assistants maternels	992	969	97,7
Agents d'entretien	1 234	870	70,5
Enseignants	1 042	685	65,7
Vendeurs	829	610	73,5
Employés administratifs de la fonction publique	806	592	73,4
Aides-soignants	575	521	90,4
Infirmiers, sages-femmes	543	476	87,7
Secrétaires	434	424	97,6
Employés administratifs d'entreprise	394	303	76,9
Employés de comptabilité	334	283	84,6
Employés de maison	243	230	94,3

Le taux de pauvreté féminin était de 8,2 % en 2011, tous âges confondus, contre 7,7 % pour les hommes. Après 75 ans, il y a deux fois plus de femmes pauvres que d'hommes.

L'écart est aussi important pour la tranche d'âge 25-34 ans (8,4 % de femmes contre 6,8 % d'hommes) qu'au seuil de 50 ans : il s'agit souvent de mères célibataires qui perçoivent une allocation ou un salaire à temps partiel.

Les femmes représentent 70% des pauvres dans le monde. Elles accomplissent 66% du travail mondial, produisent 50% de la nourriture, mais ne perçoivent que 10% des revenus et détiennent 1% de la propriété.

Emploi :

En 2011, le taux d'emploi des femmes dans l'Union Européenne (UE 27) a atteint 58,5% (54,3% en 2001), contre 70,1% pour les hommes (70,9% en 2001).

En 2012, dans le monde, le taux d'emploi des femmes est inférieur à 24,8% du taux d'emploi des hommes.

De 2002 à 2007, le taux de chômage était de 5,8% pour les femmes contre 5,3% pour les hommes. En 2012, la crise a amplifié ce décalage de 0,5 à 0,7 point de pourcentage et détruit 13 millions d'emplois occupés par des femmes.

Les femmes fonctionnaires

À ceux qui verraient dans le statut de la Fonction publique une preuve de progrès fondamental dans le cadre du régime capitaliste, on peut opposer la réalité de certains chiffres, comme celui du salaire moyen des hommes, supérieur de 14,7 % à celui des femmes ; écart s'expliquant notamment par les catégories d'emplois occupés, les temps partiels, les carrières moins favorables, le système de primes.

À cela s'ajoute le **montant des retraites**, qui se situe pour les femmes à 61 % de celui des hommes ; phénomène d'ailleurs aggravé par les lois Woerth et Ayrault de 2010 et 2013, qui ont conduit à une augmentation du taux de pauvreté chez les retraitées.

Évolution de la famille :

Au XIX^{ème} siècle, Marx, puis Engels ont observé un phénomène de **désagrégation de la famille** au sein du prolétariat, résultant des conditions épouvantables dans lesquelles étaient forcés de travailler tous les membres de la famille ouvrière, y compris les enfants. Analysant dialectiquement cette évolution, Engels annonçait : « *En désagrégeant l'ancienne famille, en arrachant la femme et l'enfant à l'autorité du mari et du père, la grande industrie travaille à l'apparition d'une famille nouvelle, où la femme cessera d'être une esclave.* » Même si, en France, le modèle familial monogamique imposé par la bourgeoisie s'est relativement étendu à l'ensemble de la population, des signes importants de cette désagrégation apparaissent cependant dans les milieux populaires, en particulier à travers la familles appelées « monoparentales ».

Ci-dessous quelques extraits du tableau dressé par l'Observatoire des inégalités, concernant les familles monoparentales, et montrant le lien entre « monoparentalité » et paupérisation des femmes :

- Depuis les années soixante, la part des familles monoparentales ne cesse de grandir, selon une étude de l'Insee de 2008, qui notait qu'elles étaient "2,5 fois plus nombreuses qu'en 1968". Elles ont augmenté de 10% entre 1999 et 2005.

- La pauvreté s'est déplacée des familles nombreuses vers les familles monoparentales. Les familles monoparentales trouvant très majoritairement à leur tête des femmes, la « monoparentalisation » de la pauvreté alimente une féminisation de la pauvreté. Celle-ci touche désormais des actifs qui travaillent, en raison des doubles mutations du monde du travail et de la famille.

- Une famille sur cinq est aujourd'hui composée d'enfants et d'un seul parent. Dans 85% des cas, ce parent est une femme. Près de 3 millions d'enfants vivent dans ces foyers. Malgré l'explosion du nombre de familles monoparentales depuis quarante ans, ces foyers continuent de cumuler plus de pauvreté, de chômage et de soucis quotidiens (vacances, garde d'enfants...) que les autres, et ce, en dépit des aides publiques.

- 30% des foyers monoparentaux sont pauvres (contre 13% dans la population générale), selon les critères de l'Insee. Seule la moitié des mères de famille monoparentale occupent un emploi à temps complet et elles sont plus souvent au chômage que les femmes en couple. En général, les aides comme la pension alimentaire versée par l'ex-conjoint ne suffisent pas à compenser la perte de revenu. Les parents seuls ont aussi plus de mal "à concilier vie familiale et vie professionnelle" ; par exemple, peu de crèches offrent des horaires compatibles avec l'emploi du temps d'un parent en solo.

- Alors qu'en 1990, les mères isolées étaient plus souvent actives occupées que celles en couple, la situation s'est inversée en 2012 ». Niveau de vie plus bas, taux de chômage plus élevé (16 % contre 7 % pour les couples), recours aux CDD et emplois partiels : la situation des parents isolés sur le marché de l'emploi est dégradée, notamment pour les mères.

Prostitution

Là encore, le lien entre développement de la prostitution féminine et pouvoir de la bourgeoisie a été clairement démontré par Marx, Engels et Lénine. Citons ce dernier (*Capitalisme et travail féminin*) : « *C'est parmi les travailleuses les plus pauvres que les capitalistes de tous les pays (comme les propriétaires d'esclaves de l'antiquité et les seigneurs féodaux du moyen-âge) choisissent nombre de concubines au plus favorable prix. Aucune « indignation morale » (hypocrite dans 99% des cas) sur la prostitution ne peut rien faire pour empêcher ce commerce du corps des femmes ; aussi longtemps que l'esclavage salarié existera, la prostitution continuera inévitablement. A travers l'histoire, toutes les classes opprimées et exploitées ont toujours été réduites (leur exploitation consiste en cela) par leurs oppresseurs, en premier au travail non rémunéré, en second, leurs femmes à être les concubines des « maîtres ».*

Cette hypocrisie dont parle Lénine est encore de mise aujourd'hui en France : En 2013, la France compte environ 20 000 personnes prostituées, dont 85% de femmes, la prostitution est devenue une activité davantage dissimulée, et ce chiffre est sans doute sous-évalué (les associations en comptent plutôt le double). Pour les femmes prostituées de rue, le taux d'étrangères est passé de 20% en 1990 à près de 90% en 2013, la plupart exploitées par des réseaux mafieux en provenant d'Europe de l'Est, d'Afrique ou d'Asie. La prostitution par Internet est plus indépendante, mais un rapport parlementaire de 2011 souligne que « *la précarité et la vulnérabilité demeurent des facteurs d'entrée et de maintien dans la prostitution.* » A la suite de ce constat, des mesures ont-elles été prises contre ce développement de la précarité ? Bien sûr que non ! Sarkozy a préféré sortir une énième loi répressive, en rétablissant en 2011 la pénalisation du racolage passif ! L'État français « tolère » la prostitution (les « travailleuses du sexe » - sic ! - paient même des impôts...), mais il fait le choix de la répression contre les prostituées pour donner le change aux milieux catholiques réactionnaires. Certains faits divers rappellent régulièrement le rôle « privilégié » joué par la prostitution dans les milieux proches du pouvoir (Cf affaire DSK...).

Effets aggravants de la crise du système capitaliste sur la condition féminine

On voit comment perdure le lien étroit entre exploitation de classe et oppression de sexe, révélé par Marx et Engels. Cela signifie qu'en période de crise capitaliste, et de « réaction sur toute la ligne », ces phénomènes d'oppression s'accroissent, à l'échelle planétaire (féminisation croissante de la pauvreté ; une majorité des migrants sont des migrantes...), mais aussi dans les pays dits « développés » comme la France, avec une mise en cause du droit au travail des femmes par le chômage et la précarisation des contrats de travail. La restriction des dépenses publiques, dans le cadre des politiques d'austérité, dégrade sensiblement la situation des femmes, par la suppression de certaines aides aux mères seules (aux USA et en GB), l'insuffisance des équipements sociaux (crèches notamment), la fermeture de maternités « pas assez rentables » (sic!), etc. Cela s'est accompagné également de tentatives multiples de remettre en cause des droits fondamentaux conquis par les femmes dans les années soixante-dix comme le droit à l'avortement et à son remboursement (Espagne, Pologne...).

2/ Les réponses au problème des inégalités hommes-femmes

Les marxistes ne sont évidemment pas les seuls à avoir réfléchi à la condition féminine et à avoir proposé des solutions pour l'émancipation de la femme, mais ils sont les seuls à avoir lié la réussite de cette émancipation au renversement des rapports de production fondés sur l'exploitation salariale.

a/ Les féministes, vrais et faux combats

Depuis le XVII^{ème} siècle, des intellectuel-le-s, essentiellement issu-e-s de la bourgeoisie, ont pris la défense des femmes brimées par les règles du mariage bourgeois et réduites à l'état de reproductrices recluses dans la maison du maître. Le « féminisme » qui s'est développé à partir du XIX^{ème} siècle était donc essentiellement tourné vers la lutte contre l'autorité maritale, pour la liberté amoureuse ; combat certes légitime, mais qui ne faisait guère de place aux femmes ouvrières, subissant essentiellement l'exploitation patronale. Des combats

courageux pour l'égalité des droits ont été menés au début du XX^{ème} siècle par des groupes de femmes - essentiellement issues de la petite ou grande bourgeoisie (pensons notamment aux « suffragettes » britanniques revendiquant le droit de vote et l'obtenant en 1918 en GB) - . Des œuvres, comme celle de Simone de Beauvoir, ont eu le mérite d'imposer sur la scène culturelle et médiatique la question de la femme en tant que telle. Mais les limites de ces mouvements féministes, et donc leur relative impuissance, se trouvent dans leur caractère souvent très individualisant et idéaliste (« désir de vivre sa vie librement »), ou opposant artificiellement les hommes aux femmes au nom de la seule lutte contre la domination masculine (« *L'homme est le Sujet, l'Absolu ; la femme est l'Autre* », écrit S. De Beauvoir), ou plus récemment, prétendant régler le problème des inégalités par le seul dévoilement de leurs origines sociales et culturelles, comme le font les tenants de la pseudo « *Théorie du genre* », mouvement né aux États-Unis dans les années 70, qui distingue le sexe biologique et le genre, pour montrer la construction idéologique du « genre » féminin et dénoncer les clichés responsables des inégalités. Tenter de combattre les préjugés et les stéréotypes relève de l'illusion si on ne s'attaque pas aux fondements économiques qui ont permis leur éclosion et leur pérennité...

Ci-dessous une note explicative et notre analyse sur l'utilisation du concept de « genre » :

1/ La « théorie du genre » n'existe pas : c'est une pure invention des milieux catholiques français, suivis par une partie de la droite, qui ont lié leur « lutte » contre le mariage des homosexuels à celle menée contre le programme de SVT en lycée, qui en effet introduit depuis 2011 le concept de « genre » dans l'étude de la sexualité, puis à la « guerre » menée en 2013 par les groupuscules fascistes (tels « *Le Printemps français* ») contre les « ABCD de l'égalité », séquences pédagogiques expérimentées dans 300 écoles (Remarque : les récentes élucubrations du Pape à ce sujet prouvent le rôle joué par l'Église catholique dans cette affaire...). Pas de « théorie », donc, mais des « études » sur le genre, qui depuis les années 70, se déploient dans de multiples directions – y compris opposées - selon les domaines d'étude (biologie, médecine, sociologie, géographie, anthropologie, économie, sciences politiques, etc.)

2/ Retour sur le concept de « genre » : Cette notion est apparue dans les années 50 aux USA, et ne concernait d'abord que la sphère médicale ; il s'agissait de distinguer chez certains individus l'apparence sexuelle (« le sexe ») et l'identité sexuelle résultant d'un système chromosomique et/ou génétique et/ou hormonal en décalage avec l'apparence (« le genre »). De là, c'est-à-dire de l'idée que l'identité sexuelle n'était pas qu'une affaire d'organes génitaux, la notion de « genre » a pu être récupérée dans le champ des sciences humaines et sociales par des chercheurs (y compris marxistes) qui travaillaient sur les rapports sociaux hommes/femmes et les différences de traitement entre les deux groupes, pour montrer comment les représentations de chacun des sexes participaient de la domination « masculine ».

3/ « Genre » et féminisme : Une abondante production intellectuelle (éditoriale et médiatique) s'est diffusée de part et d'autre de l'Atlantique depuis les années 70, sur le thème des inégalités hommes/femmes, et la notion de genre a été utilisée pour analyser les différences H/F comme des constructions sociales et culturelles prépondérantes par rapport aux différences de nature.

Des penseurs non marxistes tels que De Beauvoir (cf « *On ne naît pas femme, on le devient* », in « *Le Deuxième Sexe* », 1949), Foucault (*Histoire de la sexualité*, 1976-84), Badinter (« *L'un est l'autre* », 1986), Bourdieu (*La Domination masculine*, 1998), ont en commun de mettre en évidence le caractère culturellement construit de la hiérarchie entre les sexes, mais aussi de déconnecter cette analyse du cadre socio-économique (donc des rapports de classe, considérés par ces intellectuels comme secondaires) dans lequel ne peut que perdurer cette hiérarchie.

4/ Récupération politique de la notion de genre : Dès lors, il était aisé, pour les semeurs d'illusions et de bons sentiments, en France et dans l'UE, de récupérer ces « études » et de faire croire à certaines solutions « miracles » pour résoudre la question des inégalités H/F : par exemple, la « parité » imposée, les programmes scolaires, le déploiement d'études statistiques et de recommandations ministérielles, etc. ; toute une agitation institutionnelle dont l'objectif (comme sur les questions d'écologie ou de démocratie) est de duper les masses en prétendant que le capitalisme est capable de trouver en lui les solutions aux maux qu'il engendre.

C'est dans ce sens que nous, communistes révolutionnaires, prenons nos distances avec l'utilisation du concept de genre, mais aussi que nous concentrons notre énergie militante sur notre expression en direction des femmes travailleuses (et privées d'emploi), pour les amener à lier leur condition de femmes à celle de tous les exploités et victimes du capitalisme.

b/ L'hypocrisie institutionnelle en France

La France, pays des « Droits de l'Homme et du Citoyen », est aussi le pays de Tartuffe. Il en est de la question des femmes comme du reste : jeter le voile des beaux discours et des mesurette sur la réalité des fondements de l'oppression. Prenons l'exemple de la règle de parité sur les listes, règle qui renvoie l'idée qu'une femme est choisie non pas pour ses compétences, mais pour son seul statut de femme... ; dans certains secteurs où les femmes sont professionnellement ultra-majoritaires, comme à l'école primaire (82 % de femmes), cette mesure frise d'ailleurs le ridicule. Quant aux « progrès » que constituerait la présence plus nombreuse de femmes ministres, on ne peut que s'interroger, en pensant par exemple aux femmes salariées qui subiront les effets de la Loi Travail de Madame El Khomri...

c/ Le retour des idées les plus réactionnaires

Nous avons rappelé que la crise du capitalisme entraînait une forte dégradation des conditions de travail et de vie pour des millions de femmes, dans le monde comme en France. Cette dégradation s'accompagne d'un retour en arrière sur les bonnes vieilles « valeurs » de la famille bourgeoise, comme celle de la « femme au foyer » en charge des enfants, en guise de prétendue solution contre le chômage (... des hommes, donc) ; dans le programme du Front National (et dans les propos de certains hommes et femmes politiques), on voit ressurgir, avec le « salaire parental » (retiré à la femme en cas de « manquements vis-à-vis de ses enfants »), le vieux rêve patronal d'utiliser la catégorie des femmes comme vecteur de division et variable d'ajustement au sein du salariat. Ailleurs en Europe, comme en Espagne ou en Pologne, les femmes restent sous la menace de reculs majeurs sur leurs droits à l'avortement. Enfin, on assiste à une recrudescence des injonctions religieuses les plus rétrogrades et humiliantes pour la femme, phénomène qui concerne en particulier les femmes de religion musulmane, mais aussi dans une moindre mesure, les femmes de confession chrétienne ou juive.

d/ La ligne de conduite des marxistes-léninistes : lier les revendications pour l'égalité à la nécessité de se libérer du système capitaliste

Reprenant les principales préconisations de Marx et Engels, les communistes considèrent que l'émancipation des femmes passe d'abord par l'égalité juridique entre femmes et hommes, ce qui est loin d'être le cas partout en Europe et dans le monde. Mais à partir des droits conquis par les luttes, il s'agit de révéler à l'ensemble de la classe laborieuse, et aux femmes travailleuses en particulier, quelles sont les vraies solutions contre leur asservissement : une société nouvelle, débarrassée du joug capitaliste, qui garantisse aux femmes l'indépendance économique et la socialisation des tâches domestiques pour alléger l'activité des femmes comme des hommes ayant des enfants.

3/ Pourquoi le Socialisme comme seule garantie de l'émancipation totale des femmes ?

a/ Les effets bénéfiques de la socialisation des moyens de production et la mainmise sur l'État par la classe ouvrière

Pour parvenir à l'égalité sociale entre les femmes et les hommes devant la loi et dans la vie pratique, il faut rompre la chaîne de l'exploitation qui fonde les inégalités sociales, l'antagonisme des sexes et l'assujettissement de la femme. En prenant le pouvoir et en assurant pleinement le contrôle des moyens de production et d'échange, la classe ouvrière permettra à l'homme et à la femme de « *se développer et s'accomplir en modifiant les conditions naturelles et sociales d'existence qui lui sont imposées* » (Marx). Pour les femmes, l'abolition de la dictature du capital signifiera la fin de toutes les entraves, sujétions et servitudes domestiques, car les richesses produites serviront à la satisfaction des besoins, avec en particulier une prise en charge généralisée par la société des besoins des enfants et adolescents (crèches, accueil et animation éducatifs, soins médicaux, écoles, centres de vacances, logements, etc.) ainsi que des tâches domestiques les plus ingrates (restauration, entretien...)

b/ L'exemple des expériences socialistes en URSS et en RDA

En URSS, le gouvernement soviétique s'est engagé résolument dans cette voie de la libération pour les femmes. D'abord par l'affirmation, dans la Constitution et dans les lois, de l'égalité intégrale des droits entre les deux sexes.

Puis grâce à un vaste réseau d'institutions diverses (maternités, restaurants, dispensaires, coopératives de consommation et d'entraide, etc), soutenu par les progrès techniques et par un urbanisme modernisé, « *arrachant la femme à ses misères traditionnelles* » (Lénine). Mais une préoccupation majeure des Soviétiques était de faire entrer pleinement les femmes, toutes les femmes, dans la vie publique : « *Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État* », disait Lénine, ajoutant : « *Tant que les femmes ne seront pas appelées à participer librement à la vie politique en général, mais aussi à s'acquitter d'un service civique permanent et universel, il ne peut être question de socialisme, ni même d'une démocratie intégrale et durable. [...] L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie. Nous entendons que l'ouvrière conquière non seulement devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut pour cela que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'État.* »

En URSS, le parti communiste sous la direction de Staline, s'attaquait aux "tâches abrutissantes de l'esclavage domestique". Notre camarade Tamila Yabrova, directrice de la revue marxiste-léniniste soviétique "*Marxism and Actually*", montrait, lors d'un exposé, qu'en Union soviétique après la guerre, de grands débats eurent lieu sur le mode de vie et de consommation. Sous Staline, les femmes ouvrières (et les ouvriers) pouvaient manger le soir au restaurant de l'usine ou ramener les plats pour leur famille, les crèches gratuites se trouvaient dans des bâtiments connexes des usines où elles pouvaient lors des pauses voir leur enfant. Les immeubles modernes de Moscou et des autres grandes villes étaient équipés d'entreprises de blanchisserie et de nettoyage, voire de restaurant collectif à des prix dérisoires.

En RDA, les conditions faites aux femmes étaient reconnues comme parmi les meilleures au monde. Dans un article du *Monde diplomatique* de mai 2015, intitulé « *Ce qu'ont perdu les femmes de l'Est* », la sociologue Sabine Kergel rappelle qu'à la fin des années 1980, 92 % des Allemandes de l'Est occupaient un emploi, contre 60 % de leurs voisines occidentales ; elle met en évidence le traumatisme que constitue encore, 25 ans après la réunification, l'expérience du chômage et l'état de dépendance où se trouvent de nombreuses femmes vivant dans les Länder de l'Est : « *En RDA, les mères, contrairement à celles de la République fédérale d'Allemagne (RFA), conciliaient sans embarras vie familiale et vie professionnelle. L'absorption de l'Est par l'Ouest a provoqué une hausse vertigineuse de leur taux de chômage et chamboulé leurs modes de vie, leurs projets, leur confiance en elles.* »

5/ Les femmes et la lutte révolutionnaire

a/ Des exemples anciens et contemporains de l'apport des femmes dans les mouvements ouvriers et résistants

L'Histoire montre la place importante prise par les femmes dans les grandes luttes et résistances populaires. Les noms de Louise Michel et Jeanne Labourbe en France, Clara Zetkin et Rosa Luxembourg en Allemagne, Dolorès Ibarruri en Espagne, Zoïa Kosmodemianskaïa en URSS, suffisent à rappeler que l'héroïsme de ces combattantes n'a rien à envier à celui de leurs camarades masculins. Des personnalités hors du commun, mais aussi des luttes collectives ont marqué le mouvement ouvrier, comme celles de Lejaby (2012), de Chantelle (1993), ou plus récemment, en novembre 2014, la victoire des femmes de chambre corvéables à merci, dans les grands palaces parisiens, travailleuses en révolte contre le paiement à la tâche et les cadences infernales.

b/ Le frein que constitue la faible implication des femmes dans la sphère militante

Mais force est de constater qu'un des effets du poids social porté par les femmes en régime capitaliste est justement de les rendre moins présentes sur le terrain du militantisme syndical et politique ; nul besoin de statistiques pour s'en rendre compte, en France, nous voyons au quotidien la trop faible implication des femmes dans les instances de nos organisations. Cette faiblesse constitue un obstacle sérieux, d'abord pour la réussite des luttes, mais au-delà pour la construction du processus révolutionnaire : si « la moitié du genre humain » doit être également libérée de ses chaînes, alors cette moitié doit participer activement à toutes les étapes de sa libération ; si les femmes manquent à l'appel, comme militantes et comme cadres du Parti, les chances de réussir la révolution socialiste s'éloignent fortement.

6/ Les tâches du Parti et leur but :

Le 8 mars est bien sûr un jour important, mais nous devons réfléchir aux moyens de donner plus de visibilité et de régularité à notre expression en direction des femmes, pour renforcer le nombre de femmes adhérentes et militantes au sein du Parti.

Pour réussir dans cette tâche, les Congressistes ne manqueront sans doute pas d'idées, que la Commission « Femmes » du Parti pourra évaluer, à l'aune de nos capacités militantes.

Ci-dessous **quelques suggestions, qui pourraient en appeler d'autres :**

- **Lettre ouverte aux femmes travailleuses** (dont une partie pourrait servir de base aux tracts élaborés en direction de boîtes en lutte, où travaille une majorité de femmes)

- **Mars 2017 : centenaire du soulèvement des femmes de Pétrograd** ==> organisation d'une réunion publique à Paris, par exemple le samedi 11 mars 2017, sur le thème : *Un siècle de « 8 mars » : lutte pour l'émancipation des femmes, lutte révolutionnaire !*

- **Utiliser IC pour systématiser une expression (même brève) en direction des femmes.**

ANNEXE : Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes-femmes **Repères statistiques (extraits)**

Éducation pour toutes et tous

En 2011, 31 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisées. Le nombre de filles scolarisées en primaire est inférieur de 5 millions à celui des garçons. À l'échelle mondiale, les filles représentent 54% des effectifs non scolarisés, et jusqu'à 60% dans les États arabes, pourcentage qui n'a guère évolué depuis 2000 (53% en 2008).

En 2011, 34 millions d'adolescentes ne sont pas scolarisées et n'ont donc pas la possibilité d'acquérir des compétences vitales qui leur permettraient de travailler. (Source : UNESCO - *L'éducation des filles – les faits - Fiche d'information Octobre 2013*)

En 2010, dans les pays à faible revenu, la durée de la scolarisation des jeunes hommes urbains les plus riches est de 9,5 années en moyenne. La durée de scolarisation des jeunes femmes les plus pauvres issues des zones rurales est de moins de 3 ans.

Les deux tiers des 774 millions d'analphabètes à travers le monde sont des femmes. Ce taux ne baisse pas depuis 1990. (Source : UNESCO - *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous - 2012*)

Pauvreté

Les femmes représentent 70% des pauvres dans le monde. (Source : UNIFEM, 2008.)

Activité et emploi

En 2011, le taux d'emploi des femmes dans l'Union Européenne (UE 27) a atteint 58,5% (54,3% en 2001), contre 70,1% pour les hommes (70,9% en 2001). Les écarts varient de 0,4 points de pourcentage en Lituanie, avec un taux d'emploi pour les femmes de 60,5% à 32,6 points de pourcentage à Malte, avec un taux d'emploi des femmes de 41,0%. (Source : Eurostat - *Statistiques sur l'emploi - août 2012.*)

En 2012, dans le monde, le taux d'emploi des femmes est inférieur à 24,8% du taux d'emploi des hommes. L'écart est même de 50% en défaveur des femmes en Afrique du nord, en Asie du sud et en Asie de l'Ouest. (Source : ONU- *Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport 2013.*)

Formes de l'emploi

En 2011, au sein de l'Union Européenne (UE27), 32,1% de femmes actives travaillent à temps partiel.

Écarts de salaires

En 2012, dans l'Union européenne (UE28), les revenus horaires bruts des femmes sont en moyenne 16,4% inférieurs à ceux des hommes contre 17,5% en 2009 (UE27).

Parmi les États membres, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes varie de 27,5 points, allant d'un écart de 2,5 points d'écart en Slovaquie à 30,0 points en Estonie. (Source : Eurostat - *Gender pay gap statistics - février 2014.*)

Dans le monde, les femmes gagnent 25% de moins que les hommes à compétence égale. (Source : PNUD - *Les chiffres de la pauvreté - 2014*)

Personnes handicapées et emploi

Dans l'Union Européenne, le taux d'emploi des femmes handicapées est de 2% contre 36% pour les hommes handicapés et 55% pour les femmes non handicapées. (Source : "*Les femmes handicapées - Environ 250 millions de femmes dans le monde souffrent d'un handicap*". Dossier Professionnel Documentaire - N° 11, Paris, CTNERHI, février 2002)

Dans le monde, seules 20% des femmes handicapées contre 53% des hommes handicapés ont un emploi. (Source : OMS/Banque Mondiale, *Rapport mondial sur le handicap - 2012*)

Violences au sein du couple

22% des Européennes ont subi des violences physiques ou sexuelles de leur partenaire, tandis que 43% ont été victimes de violence psychologique.

Source : *Parlement européen - Violence à l'égard des femmes : la vérité qui dérange*, 7 mars 2014.

La violence à l'égard des femmes est le plus souvent le fait de leur conjoint masculin. Au cours de leur vie, entre 15% de 17% des femmes ont, selon les pays, subi des violences physiques ou sexuelles de leur mari ou conjoint, et de 4% à 54% d'entre elles en ont souffert au cours de l'année précédente. Des études réalisées en Afrique du Sud, en Australie, au Canada, aux États-Unis et en Israël montrent qu'entre 40% et 70% des meurtres commis sur des femmes le sont par leur conjoint.

Source : OMS - *Les femmes et la santé - 2009*

Entre 40% et 70% des femmes assassinées sont tuées par leur mari ou leur petit ami en Australie, au Canada, en Israël, en Afrique du Sud et aux États-Unis.

Des centaines de femmes ont été enlevées, violées et assassinées à Ciudad Juárez (Mexique) et aux alentours pendant une période de 10 années.

Source : ONU - *Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes, Etude du Secrétaire général - 2006*

603 millions de femmes vivent dans des pays où la violence domestique n'est pas un crime.

Source : ONU - *Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles : quelques faits et chiffre*

Au Royaume-Uni, la totalité des coûts directs et indirects de la violence familiale, à 23 milliards de livres (27,6 milliards d'euros) par an, soit 440 livres (534 euros) par personne.

Source : *Etude faite en 2004 au Royaume-Uni - ONU - Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes, Etude du Secrétaire général - 2006*

Le coût de la violence par un conjoint aux États-Unis dépasse 5,8 milliards de dollars américains par an : 4,1 milliards de dollars américains pour frais médicaux et près de 1,8 milliard de dollars en perte de productivité.

Source : ONU - *Journée internationale des femmes, Faits et chiffres*

Mutilations sexuelles, mariages forcés et crimes d'honneur

Dans le monde, plus de 64 millions de filles et d'adolescentes sont mariées. 46% des femmes âgées de 20 à 24 ans en Asie du Sud et 41% en Afrique de l'Ouest et Centrale affirment s'être mariées avant l'âge de 18 ans.

Plus de 130 millions de filles ont subi une mutilation / ablation génitale. Cette pratique, qui prévaut surtout en Afrique et dans certains pays du Moyen-Orient, est également fréquente parmi les communautés immigrées d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Australie.

Source : *Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes, Etude du Secrétaire général - 2006*

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) estime que jusqu'à 5 000 femmes sont victimes de « crimes d'honneur » chaque année.

Source : ONU - *Journée internationale des femmes*

L'immigration : une source de profits pour les bourgeoisies française et étrangères

Aujourd'hui le processus migratoire à l'échelle mondiale est le produit de l'extension et de la domination générale du mode de production capitaliste. Depuis la seconde moitié du 19^{ème} siècle, les classes dominantes des «*grandes*» puissances capitalistes ont encouragé l'entrée de millions de travailleurs étrangers, au départ européens, puis, au moment de la guerre impérialiste de 14-18, issus de pays coloniaux et semi-coloniaux. Pour la bourgeoisie française, cette main d'œuvre a toujours représenté une source de profits élevés : sa force de travail est achetée à moindre prix et elle n'a rien coûté en frais de formation, elle fait pression à la baisse sur le marché de la force de travail. Cette situation est possible parce que ces travailleurs cherchent des conditions de vie et de travail meilleures que dans les pays d'où ils viennent. Leur situation économique et politique a été identifiée par Lénine : «*Cet assujettissement et cette aliénation des ouvriers étrangers servent l'accroissement de la réaction politique qui monte déjà et affaiblit la solidarité internationale du prolétariat.*»

Un aspect du problème est l'attitude des bourgeoisies des pays économiquement arriérés, qui exportent leurs «*surplus de main-d'œuvre*» dans les pays industriels. L'émigration leur sert doublement : une source de revenus avec les transferts d'argent et une soupape de sécurité pour réguler «*la paix sociale*». Par exemple, au sortir de la période coloniale en Algérie, le FLN au pouvoir signe des accords d'émigration prévoyant annuellement l'envoi de 20 000 Algériens en France pour les besoins des capitalistes français. Ce flot d'exportation d'une main d'œuvre à bon marché a duré de 1962 à 1974. Cet exemple peut être étendu aux autres bourgeoisies d'Afrique, mais aussi d'Amérique latine, d'Asie – y compris la Chine ; il nous montre que les unes et les autres ont des intérêts communs sur la base de l'exploitation des travailleurs.

La bourgeoisie française maintient cette force de travail avec le moins de droits possibles, alors que les bourgeoisies des pays d'origine ont intérêt à ce que cette main d'œuvre ne s'intègre pas au mouvement ouvrier français. Les classes dominantes du Qatar, de l'Arabie Saoudite, du Maroc, financent des mosquées et la formation de théologiens en France, pour perpétuer la domination idéologique de la réaction sous sa forme religieuse et pour mobiliser certaines couches de travailleurs pour leurs propres intérêts impérialistes. Mais les autres bourgeoisies concernées procèdent de la même manière : l'Église catholique pour les Européens, les sectes protestantes pour les États-Unis, l'ethnisme pour l'Asie etc. Elles visent le même objectif, à savoir empêcher l'organisation du prolétariat contre l'exploitation.

Nous devons tout faire pour contrecarrer cette entreprise de division portée aussi par des courants opportunistes. Nous ne pouvons accepter des mots d'ordre comme «*front uni de l'immigration*», qui aboutiraient à la théorie de la fédéralisation du parti communiste sur des bases nationales ou religieuses. Cela reviendrait en quelque sorte à accepter des formes de communautarisme, un peu à la manière du bundisme⁷ en Russie avant la Révolution.

Pour autant, le rejet de ce type de position ne signifie pas que nous laissons le travail parmi les travailleurs étrangers aux courants opportunistes de droite et de gauche. Le PCF révolutionnaire, avec la Commission Main d'Œuvre Immigrée (MOI), comme la CGT de lutte de classe et sa commission Immigration, menaient un travail de propagande et d'agitation en direction de ces travailleurs.

Surmonter ces divisions est une question vitale pour le prolétariat : c'est la question de l'unité de la classe indispensable pour vaincre la bourgeoisie, tant dans les batailles quotidiennes que dans la bataille pour le communisme. Mais c'est aussi empêcher la bourgeoisie française d'utiliser telle ou telle fraction de la classe ouvrière comme mercenaire contre le mouvement ouvrier révolutionnaire.

C'est pourquoi il faut être attentif à cette question et **mobiliser les travailleurs, tous les travailleurs, autour de mots d'ordre démocratiques qui permettent d'intégrer l'immigration à la bataille pour les revendications et l'égalité des droits, comme à la bataille pour le socialisme.**

7 Le Bund (Union générale des ouvriers juifs d'Europe orientale) déployait une grande activité en direction des artisans juifs. Membre du POSDR, il le quitte après que le Parti eut rejeté ses conceptions fédéralistes sur les questions d'organisation du parti. Au plan politique, il revendiquait «l'autonomie nationale culturelle des juifs». Il fut sévèrement combattu par Lénine du fait que la plupart du temps, il soutenait les mencheviks contre les bolcheviks.

- Ainsi, en ce qui concerne la **simplification des procédures de naturalisation** : après un temps court de travail (de six mois à un an), la naturalisation doit être accordée à ceux qui la demandent avec les droits y afférant.
- Il faut revendiquer **l'égalité des droits pour tous**, en montrant que l'absence de droits pour les uns est à terme l'absence de droits pour tous.
- Il en est de même en ce qui concerne la **question du logement et de la lutte contre les ghettos et la lumpen-prolétarianisation de certains quartiers**. Et il faut montrer en tant que communistes, que la lutte pour les droits, c'est une lutte contre le Capital et pour une société débarrassée de l'exploitation.

Une lutte sans merci doit être menée contre l'idéologie raciste sous toutes ses formes, idéologie qui plonge ses racines dans le système capitaliste : l'exploitation de l'homme par l'homme et la conquête des marchés mondiaux. Même s'il faut se féliciter que certains puissent condamner le racisme pour des raisons morales, les communistes ne peuvent se satisfaire de tels positionnements qui débouchent sur le paternalisme. La lutte contre le racisme sans liaison avec la lutte contre le capitalisme laisse en place la base sur laquelle celui-ci prospère. C'est particulièrement important d'avoir cela à l'esprit aujourd'hui où le racisme est le fond de commerce du Front National, mais où c'est la politique réactionnaire du Parti socialiste, comme du Parti républicain, au service du Capital qui en est le terreau, que le racisme y trouve un écho de plus en plus large, et que tous sont d'accord avec l'idée que le capitalisme est le meilleur des mondes !

On ne peut expliquer et comprendre l'immigration actuelle sans dénoncer l'état dégradé des pays qui l'alimentent, et dont la responsabilité première incombe à l'impérialisme mondial. L'immigration en est un des facteurs, puisque ce sont ces pays qui financent la formation d'une force de travail qui ne créera pas de richesse sur place. La circulation des capitaux, des marchandises et des hommes, est une tendance permanente du capitalisme. À ce titre, le processus migratoire ne fait que traduire dans les faits l'intégration des pays d'immigration dans les filets du marché capitaliste mondial.

L'actuelle vague migratoire est, en plus, la résultante des guerres menées par les pays impérialistes, et par l'impérialisme français en premier lieu. C'est pourquoi c'est bien dans la lutte contre le capitalisme, pour le socialisme-communisme, que la question de l'immigration doit être insérée, et qu'elle ne trouvera de réponse que dans la victoire du prolétariat.

Ces questions, tout en prenant une ampleur plus grande, ne sont d'ailleurs pas nouvelles : déjà le congrès socialiste international de 1907 adoptait une résolution sur le processus migratoire, comportant trois points essentiels :

- Le rejet de la sélection des migrants suivant leur langue, religion et ethnie.
- La dénonciation et la condamnation de la logique impérialiste visant à susciter et attiser le racisme parmi les travailleurs autochtones contre les travailleurs étrangers.
- Que l'esprit internationaliste consiste à admettre le fait que des gens en viennent à quitter leur pays par suite de la domination et des agissements des impérialistes (aujourd'hui et des bourgeoisies de chaque pays), tout en dénonçant le fait que l'immigration soit utilisée par les capitalistes pour réduire les salaires, abaisser les conditions de vie, casser les traditions de la classe ouvrière.

D'autre part, l'exemple soviétique montre qu'il est possible de résoudre démocratiquement la question de l'égalité des droits entre tous les travailleurs. Le pouvoir soviétique avait signé des accords avec la Finlande pour accorder les mêmes droits aux travailleurs finlandais vivant et travaillant sur le territoire soviétique et réciproquement. N'est-ce pas une authentique coopération entre deux États aux systèmes sociaux différents ?

C'est en disant et en montrant dans notre orientation et notre tactique que nous voulons prendre toutes les mesures nécessaires pour abolir les barrières qui se dressent entre les travailleurs français et les travailleurs étrangers (plus de 30 %) que nous empêcherons que se développe l'animosité que les forces politiques du capital, social-démocratie comprise, voudraient faire régner.

La question de la jeunesse

La création du parti communiste révolutionnaire est une étape importante dans le développement de la lutte des classes en France. Après une trentaine d'années de régressions sociales dues à l'affaiblissement progressif du mouvement ouvrier, les ouvriers et tous les travailleurs en France sont orphelins d'une organisation révolutionnaire de classe.

Le coup porté au mouvement révolutionnaire international par la trahison de Gorbatchev et sa clique en URSS et dans les autres pays socialistes, a permis aux impérialistes de créer les conditions de la division de la classe ouvrière afin de renforcer leur domination. En France, l'idéologie bourgeoise est parvenue à pénétrer toutes les couches du prolétariat - notamment grâce aux courants réformistes et opportunistes.

En s'appuyant sur ses différents instruments de domination, comme les médias, l'école, pour diffuser les idées de collaboration de classe, la bourgeoisie française continue de maintenir et a renforcé sa domination de classe sur la conscience des jeunes prolétaires.

Notre parti doit donc, dès sa création, entreprendre la formation de cadres aguerris, capables de définir une tactique révolutionnaire et de mener la bataille politique contre tous les soutiens de la bourgeoisie.

Le parti doit considérer la question de la jeunesse comme l'un des points centraux de sa stratégie. Dès aujourd'hui, nous devons nous attendre à ce que la consolidation du parti soit un processus long.

Les jeunes prolétaires n'ont plus de repères de classe

Le premier constat est que la jeunesse aujourd'hui est peu politisée, et très souvent aveuglée par l'individualisme de la réussite par l'enrichissement et le fatalisme quant à son avenir.

Le mal-être chez les jeunes se répand tel un virus et conduit une partie d'entre eux vers l'isolement, la dépression, l'autodestruction, la soumission et l'abrutissement religieux.

Face à la montée de la violence et face à l'accroissement des difficultés et des incertitudes quant à leur avenir, de plus en plus de jeunes se questionnent sur les raisons de la situation actuelle qui entre en contradiction avec leurs aspirations. Dans leur masse, les jeunes veulent pouvoir construire leur destin, participer à la vie sociale, avoir un travail intéressant, faire du sport, se cultiver et se détendre, recevoir un enseignement qui les prépare à affronter l'existence comme travailleur et comme acteur social. Ils rejettent l'injustice et aspirent à l'égalité sociale, à un monde de paix, écologiquement vivable.

On l'a constaté dans les manifestations de ces derniers mois, mais aussi sur les réseaux sociaux : le fossé se creuse de plus en plus vite entre la jeunesse et le système politique qui représente la bourgeoisie. Le désintérêt des jeunes pour les élections et le niveau d'abstention sont des manifestations de ce fossé grandissant.

Il s'agit donc pour le parti d'analyser les problèmes de la jeunesse, afin de mieux pouvoir répondre à ses inquiétudes et combler le vide idéologique dans lequel s'engouffre l'idéologie bourgeoise. C'est au parti de gagner aux idées révolutionnaires les meilleurs éléments de la jeunesse prolétarienne, de les intégrer à l'organisation révolutionnaire et de les transformer en cadres du parti conscients des dangers de l'opportunisme et capable d'entraîner la grande masse de la jeunesse au côté du prolétariat.

L'inégalité du système éducatif.

Dès l'école primaire, on constate que les jeunes issus des familles les plus pauvres sont souvent exclus du processus d'apprentissage des connaissances, tandis que la masse des jeunes issus des milieux populaires continuent tant bien que mal un cursus semé d'embûches. 620 000 jeunes quittent le cursus scolaire sans aucun diplôme et souvent, en ne maîtrisant pas les bases, les condamnant à la précarité. Certains suivent des voies professionnelles destinées à fournir une main d'œuvre bon marché, via l'apprentissage patronal notamment.

Une infime minorité de jeunes issus des milieux prolétariens, dont les études ont été brillantes, peuvent bénéficier de la discrimination positive, sorte de charité qui sert de vitrine à la bourgeoisie pour pérenniser l'illusion démocratique de la société bourgeoise.

Pour la masse de la jeunesse, les cursus sont coûteux et les débouchés s'amenuisent avec l'aggravation de la crise du capitalisme et le chômage de masse.

Le système éducatif n'est en fait qu'un instrument de reproduction des rapports sociaux de production. L'école prépare à se soumettre aux normes de la société capitaliste (acceptation de la concurrence, des inégalités, de l'individualisme). Elle est donc un instrument du Capital pour que la société de classe perdure. Mais en même temps, elle est un enjeu politique dans la lutte de classe, car c'est le lieu privilégié de la diffusion des

connaissances et donc des armes théoriques et scientifiques dont le prolétariat a besoin pour préparer la révolution.

Comme le reste de la population, la jeunesse est divisée en classes.

La jeunesse ne représente pas une classe sociale, ni un groupe homogène. La jeunesse issue du prolétariat est, comme ses aînés, définie par le fait qu'elle ne possède pas les moyens de production et d'échange et qu'elle n'a ou n'aura rien d'autre à vendre pour vivre que sa force de travail.

Avec l'ouverture du système éducatif, et sous la pression des luttes, beaucoup d'enfants issus de la classe ouvrière ont pu obtenir des diplômes et accéder à des emplois plus qualifiés, nés des mutations de l'organisation de la production. Dans le même temps, la prolétarianisation d'une partie des couches sociales intermédiaires renforçait l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière. Cela a permis à la bourgeoisie monopoliste d'élargir et de consolider pendant un temps la couche de l'aristocratie ouvrière, en intégrant au système capitaliste une partie du prolétariat. La bourgeoisie fournit un effort idéologique particulier pour tenter de masquer la division de la société en deux classes fondamentales antagoniques, et pour susciter l'illusion d'une soi-disant « classe moyenne », réduisant la question des rapports de production aux catégories sociaux-professionnelles de la sociologie bourgeoise. Le parti et son organisation de jeunesse ont pour objectif de mobiliser la jeunesse issue de la classe ouvrière et des milieux populaires, contre la politique de la bourgeoisie monopoliste et du Capital, sur la base de ses aspirations et de ses intérêts.

Pour définir une stratégie efficace en direction des jeunes, il faut également avoir une meilleure compréhension des idéologies petites-bourgeoises (eurocommunisme et toutes les variantes de l'opportunisme) qui ont pénétré la classe ouvrière depuis les années 60-70.

Les divisions idéologiques dans la jeunesse

L'un des points communs de la jeunesse non exploiteuse aujourd'hui dans son ensemble, est qu'elle n'a pas acquis la culture et la conscience de classe.

Pour ce qui est des jeunes issus des couches populaires et moyennes, qui font des études (2,5 millions), beaucoup s'ouvrent aux questions politiques. On peut le constater dans les campus universitaires et lors des manifestations étudiantes assez suivies.

Mais ils sont fortement influencés par les idéologies petites-bourgeoises, et marqués par le réformisme politique. La croyance en une évolution du capitalisme par des réformes est très forte. L'illusion qu'un homme politique providentiel pourrait apporter le progrès est tenace parmi ces jeunes. Cela traduit le fait que l'accès aux études supérieures reste vécu comme une promotion sociale, une rupture avec les origines de classe.

Ceux d'entre eux qui sont issus de familles politisées rejoignent souvent des syndicats étudiants ou associations politiques. Ils sont souvent attirés par les beaux discours radicaux en apparence. Les doctrines politiques idéalistes et révisionnistes comme le trotskysme, l'anarchisme, le maoïsme, l'écologisme, trouvent un écho favorable parmi eux.

Une partie des jeunes issus des couches sociales les plus opprimées est issue de l'immigration ou des familles des anciens centres prolétariens fermés par le Capital. Ils subissent les violences du système, la pauvreté, les exclusions sociales, les échecs. Ce sont ces jeunes qui alimentent le lumpenprolétariat. Actuellement, la bourgeoisie utilise ces jeunes pour renforcer l'appareil répressif. La promotion des religions, au même titre d'ailleurs que la stigmatisation de l'Islam, contribuent à désorienter une partie de ces jeunes qui regardent vers le FN ou l'islamisme. La promotion, par le gouvernement français et son appareil de propagande, des mercenaires envoyés combattre les régimes nationalistes arabes (Libye et Syrie) peut pousser certains jeunes vers le pseudo djihadisme des groupes terroristes fondés par l'impérialisme depuis l'agression contre l'Afghanistan révolutionnaire. Au même titre que ceux qui s'engagent dans l'armée et la police, ils deviennent des instruments de l'impérialisme contre la jeunesse et la classe ouvrière.

Ceux qui arrivent à s'en sortir occupent les emplois les moins qualifiés, donc les plus précaires. Ceux qui travaillent peuvent être actifs dans des syndicats, mais peu adhérent à une doctrine politique. Certains sont actifs dans des associations de défense des citoyens pauvres, ou rejoignent des associations communautaristes, de charité.

Le trait commun à l'immense majorité de la jeunesse est l'appauvrissement par rapport à leurs aînés. Depuis quelques années, les illusions concernant la possibilité de voir leur sort s'améliorer s'étiolent parmi les jeunes.

L'illusion de l'ascension sociale, qui a pu prévaloir à un moment, a fait place à la réalité de la dégradation sociale, entraînant un pessimisme profond face à la connaissance et au travail.

L'endoctrinement de la jeunesse

Le Capital et ses relais usent d'autres outils qui participent à l'encadrement social de la jeunesse. C'est la mise en avant permanente du consumérisme par l'omniprésence de la publicité, comme de l'idéologie technocratique, qui voudrait faire croire que les questions sociales seraient résolues par les nouvelles technologies, et que l'accès au marché des biens de consommation répondrait aux besoins fondamentaux de l'individu. Cela entraîne le culte de l'individualisme.

Les programmes scolaires, notamment ceux d'histoire (mais pas seulement), ainsi que la diffusion massive de l'idéologie et de la sous-culture bourgeoises à travers les médias et les divertissements auxquels accèdent les jeunes, tout cela participe d'une propagande à grande échelle, qui vise à briser toute velléité de révolte.

La création de l'organisation de la jeunesse révolutionnaire

C'est pourquoi il est nécessaire que les jeunes révolutionnaires s'organisent dans leur propre organisation indépendante et sur la base de l'orientation du Parti, pour permettre à la jeunesse de rallier le communisme par les voies qui lui sont propres. C'est d'autre part une nécessité pour le parti de constituer une pépinière de renouvellement de ces cadres et de ses militants.

L'organisation aura pour but de former ses membres au militantisme révolutionnaire et au marxisme-léninisme, seule doctrine qui permet aux exploités de s'émanciper.

Pour attirer de nouveaux membres, l'organisation de jeunesse du parti devra s'implanter dans la jeunesse là où elle se trouve, et mobiliser ces jeunes en prenant des initiatives les concernant pour la défense de leurs conditions d'existence, pour la paix, et pour les entraîner à la lutte contre la bourgeoisie et le capitalisme pour le socialisme-communisme.

L'organisation de la JC devra fonctionner de façon autonome pour réaliser ces tâches d'animation, de rassemblement de la jeunesse, mais un lien étroit permanent devra être consolidé pour permettre à cette organisation de jouer son rôle de vivier pour le Parti.

Répartition des jeunes par activités

(d'après INSEE, recensement 2012 pour 12 millions de jeunes habitants en France, de 15 à 30 ans)

Salariés	Chômeurs	Étudiants	Lycéens	Apprentis	Autres jeunes précaires (sans RSA, handicapés, non-recensés)
3M 25% <i>dont 2/3 précaires</i>	3M 25%	2.5M 21% <i>dont 2/3 travaillent</i>	2.2M 18.5%	400.000 3.5%	800.000 7%

STATUTS du Parti Communiste Révolutionnaire de France

Préambule

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, en rupture avec l'opportuniste et le révisionnisme dans le mouvement ouvrier français. Du « *Manifeste communiste* » de MARX-ENGELS à la Révolution socialiste d'Octobre 1917, de la construction du socialisme en URSS à la formation d'un camp socialiste, de la victoire de la Corée populaire (1953) à celle du Vietnam (1975) ayant vaincu l'impérialisme américain, en passant par la révolution cubaine, nous ferons connaître et défendrons le glorieux héritage des partis communistes.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France recrute prioritairement dans le prolétariat et il accueille des militants issus des couches populaires qui avec le matérialisme historique et dialectique, adoptent la conception révolutionnaire, prolétarienne du monde et se placent ainsi sur les positions politiques de la classe ouvrière.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France conduit le combat quotidien contre le capitalisme. Ses militants s'investissent dans la bataille pour la défense des revendications sociales, pour les droits démocratiques. Ils militent dans leurs syndicats pour faire triompher le syndicalisme de lutte de classe, mais aussi dans les divers comités de lutte sur tous les terrains de l'affrontement avec le Capital.

Organisation anti-impérialiste, **le Parti Communiste Révolutionnaire de France défend l'internationalisme prolétarien**, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, dans la solidarité avec les peuples qui résistent au nouvel ordre mondial impérialiste.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France s'oppose aux blocs impérialistes ; il agit pour que la France rompe avec:

- **l'Union Européenne**, instrument de domination des monopoles sur le plan européen,
- **l'OTAN et le Pacte Atlantique**, instruments de guerre et de domination sur les peuples, pour qu'elle retire ses corps expéditionnaires, pour qu'elle ferme ses bases militaires en Afrique et ailleurs.

Concernant les peuples dominés par l'impérialisme français, le Parti Communiste Révolutionnaire de France se déclare **en faveur de leur autodétermination et contre toute ingérence.**

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière, de toutes les couches sociales opprimées et exploitées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur la dictature du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange et la planification centralisée.

Chapitre I

La qualité de membre du Parti : les droits et les devoirs

Article 1 :

Est membre du Parti quiconque reconnaît son programme, paie une cotisation et milite personnellement dans une de ses organisations.

Article 2 :

1. Pour être membre du Parti, il faut y adhérer et intégrer une de ses organisations. Si l'adhérent travaille dans une entreprise ou un établissement où il existe une organisation du Parti, il y est affecté en priorité sauf décision des organismes de direction. S'il n'y a pas d'organisation du Parti dans son entreprise ou établissement, le membre du Parti doit travailler à en créer une. L'adhésion doit être ratifiée par l'organisation à laquelle l'adhérent est affecté. Les organismes supérieurs peuvent se prononcer sur la ratification, leur avis l'emportant en cas de différent.

2. Sauf décision contraire de la direction du Parti, l'adhésion au Parti exclut l'adhésion à un autre parti politique. Cela ne concerne pas les adhérents membres de Partis communistes d'autres pays.
3. Le membre du Parti s'acquitte d'une cotisation nette de 1% de ses revenus (étant entendu que tous ceux qui sont soumis à l'impôt sur le revenu versent 3% et que dans les conditions actuelles, 66% leur seront reversés par l'administration fiscale sous forme de réduction d'impôt ; ce qui revient en définitive à ne payer que 1 % des revenus pour la cotisation versée au Parti).
4. Le membre du Parti participe aux activités de son organisation, aux instances dont il est membre, aux manifestations et initiatives du Parti en direction des masses. Il donne franchement son opinion, il applique les décisions adoptées démocratiquement.
5. Le militant du Parti participe au mouvement syndical et impulse la bataille du syndicalisme de classe.
6. Il milite également dans les organisations de masse pour diffuser les idées révolutionnaires et entraîner à l'action.
7. Le membre du Parti lit et s'abonne à « *Intervention communiste* » qu'il diffuse autour de lui.

Article 3 : Les droits

Tout membre du Parti Communiste Révolutionnaire de France peut :

- a) prendre part dans les instances à la discussion de tous les problèmes.
- b) élire les directions et être candidat à l'élection à tous les niveaux des organismes du Parti dans les conditions fixées par les statuts.
- c) solliciter l'appui et l'aide de la Direction nationale (Comité central) pour l'accomplissement de telle ou telle activité.
- d) critiquer en réunion ou par lettre au Comité central les insuffisances, erreurs des directions et des camarades à tous les niveaux, le Comité central informant les intéressés et adoptant les corrections nécessaires.
- e) exiger un compte-rendu annuel de mandat de son instance locale, du Comité central.

Tout membre du Parti reçoit les bulletins d'informations internes, tracts, documents divers.

Article 4 :

Chaque membre du Parti a le droit à l'éducation permanente afin de maîtriser les principes du marxisme-léninisme pour se guider dans les situations les plus complexes. Les directions, à tous les niveaux, fondent leurs activités théoriques et pratiques sur le matérialisme historique et dialectique et le communisme scientifique développé par MARX, ENGELS, LÉNINE, STALINE et leurs continuateurs. Les directions du Parti Communiste Révolutionnaire de France doivent veiller à ce que tout membre puisse bénéficier d'écoles de base, de cadres, de journées éducatives sur un thème, et encourager et aider à la lecture des textes classiques du marxisme.

Article 5 :

Chaque adhérent du Parti Communiste Révolutionnaire de France comme communiste révolutionnaire doit veiller au respect des normes organisationnelles léninistes :

- a) préserver l'unité du Parti comme condition de son développement, combattre toute fraction et activité fractionnelle, tout esprit de coterie. La critique éventuelle des camarades doit être faite uniquement dans les instances et réunions du Parti.
- b) donner librement son opinion, défendre résolument ses idées, mais une fois les décisions adoptées à la majorité, appliquer les décisions fixées qui deviennent obligatoires pour tous.

- c) être actif à l'établissement de liens avec les travailleurs dans son entreprise, son syndicat, son quartier afin d'y faire un travail de masse.
- d) respecter la discipline du Parti Communiste Révolutionnaire de France, quels que soient son rang, ses responsabilités. Agir selon le mandat donné par les instances élues à tout niveau. Tout acte personnel qui viole la discipline porte des coups à l'ensemble de l'organisation, aux droits et devoirs de tous les autres membres.
- e) déployer le drapeau de l'internationalisme, combattre le racisme, le sexisme et toutes les discriminations.

Chapitre II

Structures du Parti Communiste Révolutionnaire de France

L'organisation collective du Parti Communiste Révolutionnaire de France

Article 6 :

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France est une organisation nationale. Les organismes locaux en sont l'émanation. Le Parti Communiste Révolutionnaire de France est organisée en **5 niveaux, de la base au sommet.**

- 1. Congrès.**
- 2. Comité Central**
- 3. Conférence fédérale**
- 4. Fédération**
- 5. Section d'entreprise ou locale.** Si les conditions s'y prêtent : **création de cellules.**

Le Congrès

Article 7 :

Le Congrès est l'organisme politique supérieur du Parti Communiste Révolutionnaire de France. Ses décisions sont souveraines et obligatoires.

a) composition du Congrès

Le Congrès est composé d'une part, des délégués régulièrement élus par les conférences fédérales. Les membres du Comité central sont délégués de droit. Les délégués sont élus sur la base des quotas définis en Comité Central au moins trois mois avant le Congrès.

b) droit des adhérents-convocation

Le Congrès se réunit normalement tous les trois ans. Un Congrès extraordinaire peut être convoqué par le Comité central en cas d'événement majeur ou à la demande de 50% des fédérations.

Le Congrès est convoqué par le Comité central qui en fixe l'ordre du jour.

La convocation et les documents préparatoires doivent être adressées au moins trois mois avant le Congrès.

c) quorum du Congrès

Si le quorum n'est pas atteint (50% plus une voix des délégués élus et de droit), le Congrès suspend ses travaux et les reporte de deux mois.

d) votes – élections

Les votes ont lieu à mains levées sauf pour l'élection des organismes dirigeants où le vote s'effectue à bulletin secret. L'adoption d'un document, l'élection sont acquises à la majorité absolue des délégués (50% des voix + 1).

e) rôle du Congrès

Outre la discussion et les votes des différents rapports et résolutions, le Congrès élit le Comité central, la Commission de contrôle financier, la commission de contrôle politique et des conflits.

Toutes ces instances sont élues après que les candidatures ont été discutées en Commission des candidatures.

Cette Commission des candidatures est composée de trois membres élus du Comité central sortant, d'un délégué de chaque Comité fédéral représenté au Congrès.

Les propositions de candidatures émanent du Comité central sortant, des fédérations, ou des congressistes. Chaque délégué a le droit de soumettre une candidature, y compris la sienne, à la commission des candidatures. La Commission des candidatures arrête une proposition de liste soumise au vote des congressistes, qu'elle

justifie devant le Congrès. En cas de contestation ou de proposition de dernière minute, le rapporteur donne son avis et c'est le Congrès qui tranche.

Sont élus, les candidats qui obtiennent 50% des voix + 1.

En cas d'appel de décisions disciplinaires, le Congrès est appelé à trancher, sa décision étant sans appel.

Le Comité central

Article 8 :

a) composition

Le Comité central est l'instance dirigeante entre deux Congrès.

Il est composé de militants actifs dans leur Fédération, formés théoriquement, porteurs d'une pratique révolutionnaire et des orientations générales du Parti Communiste Révolutionnaire de France, donnant franchement leur opinion dans les diverses instances mais disciplinés. Le critère de la participation effective aux instances élues est aussi pris en compte.

Les directions à tous les niveaux doivent veiller à la promotion de militants issus du prolétariat, de jeunes camarades, de femmes. Notre objectif, c'est que la majorité des cadres du Parti soient d'origine prolétarienne.

b) votes

Les votes se font à mains levées à la majorité absolue de 50% des participants (+ 1 voix).

c) rôle du Comité central

Le Comité central est chargé de mettre en œuvre les orientations adoptées au Congrès, d'en définir les modalités pratiques. Le Comité central analyse la situation politique, décide de candidatures ou non aux élections, définit les modalités des diverses campagnes nationales et internationales.

Le Comité central impulse en permanence l'effort pour créer des sections d'entreprises.

Le Comité central est responsable de la presse nationale et locale, dans ce cadre il nomme les membres du Comité de Rédaction et les directeurs d'"*Intervention Communiste*", mandate le comité de rédaction d'"*Intervention communiste*" sur la base des orientations adoptées.

Le Comité central est responsable également du site Internet national et contrôle politiquement les éventuels sites locaux.

Le Comité central est chargé des relations avec les autres organisations : politiques, associatives, syndicales, mandate des délégations. Il est le seul habilité à établir des relations internationales.

Le Comité central dirige le travail courant confié au Comité exécutif du Comité central ; relations internationales, idéologie, travail d'entreprise, organisation, relations avec les fédérations, politique financière, presse, propagande, formation politique, etc.

Le Comité central élit en son sein le Comité exécutif du Comité central dont le ou les secrétaires généraux et les responsables des sections de travail.

Le Comité central impulse la bataille financière, définit sa politique concernant l'achat de matériel, locaux, élit son trésorier national et mandataire financier. Le Comité central, au nom du Parti, est propriétaire des matériels qu'il met à disposition de l'organisation. Une convention écrite des bénéficiaires de l'usage des divers matériels doit l'attester et être transmise au trésorier national.

Le Comité exécutif du Comité central

Article 9 :

Ses membres ont en charge un secteur d'activités et sont les mandataires du Comité central.

Le CE exécute les tâches courantes fixées par le CC sur la base des orientations du Congrès. Il impulse les initiatives et actions. Le CE organise le suivi de chaque Comité fédéral par un membre du Comité central.

Le CE est soumis au contrôle politique du Comité central.

Le CE responsable devant le Comité central est donc révocable (tout ou partie) à tout moment lors d'une session du CC entre deux Congrès.

La conférence nationale

Article 10 :

Une conférence nationale peut être organisée pour discuter et traiter directement et largement de questions politiques. Les thèmes discutés doivent être validés en CC au moins 2 mois avant la tenue de la conférence. Les travaux et conclusions de la conférence sont portés à la connaissance de tout le Parti. Ce ne sont pas des

documents de Congrès mais ils aident aux discussions dans tout le Parti et représente un moment de sa réflexion.

Les modalités de participation des délégués sont déterminées par le Comité central.

La Commission de contrôle financier (CCF)

Article 11:

Cette commission est composée de trois membres de comités différents élus par le Congrès. La CCF est élue sur la base des propositions du Comité central. La CCF élit son Président. Elle se réunit deux fois par an pour établir la validité et la vérification des comptes et opérations financières. Les quatre membres de la CCF siègent au Comité central avec voix.

La CCF présente le rapport financier au Congrès après information au Comité Central. Les réunions de la CCF sont convoquées par son Président en concertation avec le trésorier national.

La CCF est habilitée à vérifier les comptes des fédérations. En cas de manquements, anomalies, la CCF informe le Comité central.

La Commission de contrôle politique et des conflits (CCPC)

Article 12 :

La Commission de contrôle politique et des conflits (CCPC) est composée de quatre membres élus par le Congrès qui en élit le président.

La Commission de contrôle politique et des conflits est chargée de vérifier que les orientations politiques adoptées en Congrès sont respectées et mises en œuvre par le Comité Central et les différentes instances de direction et d'expression du Parti. Elle veille à ce que les décisions prises et les objectifs fixés par le Comité central soient respectées. Dans le cas contraire, et en absence d'explications, elle intervient devant le Comité Central qui doit se prononcer. Elle peut proposer la tenue d'un Congrès extraordinaire, proposition sur laquelle le Comité central se prononce. La CCPC présente un rapport devant le Congrès.

La Commission de contrôle politique et des conflits a pour tâche d'instruire toutes les plaintes, constats de violation du centralisme démocratique et de la discipline du Parti, infractions diverses aux Statuts.

La Commission de contrôle politique et des conflits peut être sollicitée par un adhérent s'estimant lésé dans ses droits ou ayant découvert tel ou tel manquement ; par le Comité central constatant des actes d'indiscipline violant les orientations et le centralisme démocratique.

La Commission de contrôle politique et des conflits convoque les intéressés, écoute les arguments contradictoires, convoque le Secrétaire fédéral du Comité du plaignant.

La Commission de contrôle politique et des conflits rédige un rapport pour le Comité central et propose éventuellement des sanctions si besoin ou blanchit le ou les camarade(s) incriminé(es) de toute accusation. Le Comité central vote sur les propositions de la Commission des conflits. La décision prise par le Comité central n'est pas suspensive en cas d'appel devant le Congrès suivant qui ratifie ou non les mesures adoptées, les rendant définitives.

Les membres de la Commission de contrôle politique et des conflits siègent au Comité central avec voix délibérative consultative et délibérative pour le Président.

Les Fédérations

Article 13:

a/ La Fédération est une organisation du Parti, elle dirige et impulse l'activité du Parti à l'échelle d'un département ou d'une région. La Fédération regroupe des sections locales ou d'entreprises (au moins 2 adhérents). Si les conditions ne s'y prêtent pas elle organise directement les adhérents. La Fédération élit en son sein un secrétariat fédéral (1^{er} secrétaire, orga, entreprise, trésorier, propa, IC etc.).

Le secrétariat fédéral élu est porté à la connaissance du Comité central dans le délai d'un mois maximum suivant l'élection. Le Comité central ratifie le secrétariat fédéral. En cas de refus, la notification est transmise à la Commission de contrôle politique et des conflits pour instruction. Les affaires courantes sont alors gérées par le Comité central.

b/ Le rôle de la Fédération

La Fédération veille à l'exécution locale des orientations définies par le Congrès et des décisions du Comité central, coordonne le travail militant, supervise l'activité des sections et adhérents, aide au développement de

sections ou fédérations dans les départements voisins. Dans son travail politique la fédération veille à l'activité en direction des entreprises et à la diffusion *IC*. Cette dernière est le baromètre minimum de l'activité politique de l'organisation.

La Fédération est responsable de ses écrits et publications dans le cadre de l'orientation nationale. En son sein, le secrétariat fédéral impulse l'échange d'informations avec le Comité central et le secrétaire chargé du suivi des Fédérations, rend compte régulièrement des diverses activités au Comité central, invite et informe en permanence le camarade du CC chargé de suivre la fédération.

La Fédération met en œuvre ses moyens financiers sur la base de la quote-part fixée par le Congrès; elle a pour souci permanent de créer des sections locales et d'entreprises. Le secrétariat fédéral commande et ventile les cartes et timbres auprès des adhérents, veille au règlement régulier des cotisations.

Une Fédération peut être constituée à partir de trois adhérents. Toute création de Fédération doit être ratifiée par le Comité central. La souplesse et l'imagination sont de mises pour répondre aux besoins de développement et de politique dans les départements ou régions.

Les Sections

Article 14:

Fondé sur le mode d'organisation bolchevique, le Parti Communiste Révolutionnaire de France donne la priorité au travail dans les entreprises, au recrutement prioritaire d'éléments issus de la classe ouvrière.

a/ La section d'entreprise regroupe au moins deux membres ; la section d'entreprise du Parti conduit ses activités de façon à préserver la sécurité de ses membres. Son rôle est de mobiliser les travailleurs sur les questions politiques tant nationale qu'internationale en faisant le lien avec leurs préoccupations et revendications en mettant en lumière la politique générale de la classe capitaliste, en avançant les formes de luttes nécessaires pour résister à la politique actuelle des monopoles, et en amenant les travailleurs à comprendre que l'alternative politique, c'est la révolution socialiste.

La section d'entreprise fait l'objet d'une attention particulière des directions fédérale, qui délèguent un camarade pour l'aider et pour enrichir l'analyse de la fédération ; elle est en liaison directe avec le secrétariat du Parti et doit être représenté en tant que tel dans les conférences fédérales et les Congrès.

b/ La section locale regroupe des camarades d'une même localité (minimum 2), zone ou bassin. La section locale est suivie par le secrétariat fédéral. À ses débuts, une section locale peut exister sans fédération départementale. Elle peut donc se rattacher à une fédération voisine avec avis favorable du CC ou jouer le rôle de la fédération dans son département (liens avec le CC etc ...).

c/ Les sections d'entreprises et locales se réunissent régulièrement et tiennent au moins une assemblée générale annuelle où elles élisent leur secrétaire de section en présence d'un membre du Secrétariat fédéral. L'élection du Secrétaire de section doit être ratifiée par le Secrétariat fédéral.

Article 15: Démocratie interne : Le centralisme démocratique

Le principe directeur du mode de fonctionnement interne du Parti Communiste Révolutionnaire de France est le centralisme démocratique léniniste. Cela signifie :

a) que l'orientation du Parti est fixée par le Congrès qui est souverain.

b) l'élection démocratique de tous les organismes dirigeants de la base au sommet (la cooptation de camarades doit être exceptionnelle).

c) le compte-rendu périodique des activités des instances devant l'échelon inférieur, des responsables de secteurs devant l'instance qui les a élus.

d) la libre discussion des problèmes à tous les niveaux, discipline de fer dans l'application une fois les décisions adoptées.

e) la soumission de la minorité à la majorité, de la section ou du fédéral au Comité central. Les décisions prises deviennent obligatoires pour tous et chacun. Leur mise en œuvre et leurs résultats sont soumis à la critique et à l'autocritique.

f) les candidats aux élections, les élus, le comité de rédaction d'*IC*, le site Internet national, les sites locaux, sont subordonnés aux orientations adoptées.

Le centralisme démocratique exclut le fractionnisme et l'utilisation des moyens financiers, techniques, organisationnels par une minorité.

CHAPITRE III

Les finances

Article 16:

Le financement du Parti Communiste Révolutionnaire de France provient essentiellement des cotisations de ses adhérents. Le Parti donne un reçu fiscal à l'adhérent selon les dispositions légales. Le Congrès fixe le taux des cotisations des adhérents, ainsi que l'éventuelle répartition de celles-ci (la quote-part) entre le Comité central et les comités fédéraux.

Le Parti peut recevoir des dons, aides, le Comité central est habilité à lancer des souscriptions pour notre organe "*Intervention communiste*" comme pour financer des initiatives militantes. La vente des produits (badges, patches, drapeaux, muguet 1^{er} mai, affiches, livres, brochures) concourt aussi au financement.

Les élus politiques ou sociaux sont tenus de verser leurs indemnités moins leurs frais personnels.

CHAPITRE IV

La Presse

Article 17:

Le Parti est doté d'un organe central et national intitulé "*Intervention Communiste*". Notre journal est placé sous l'autorité du Comité central qui mandate un Comité de rédaction.

Le Comité de rédaction peut faire des propositions au Comité central concernant le journal, mais les décisions sont du ressort du Comité central.

L'abonnement à "*Intervention communiste*" et sa diffusion sont le devoir de chaque militant et direction à tous les niveaux. Les militants peuvent s'organiser en Comité de Diffusion d'*Intervention Communiste* (CDIC).

Le Comité central doit donner son aval pour la publication de journaux fédéraux, chaque numéro doit être transmis au CC, qui exerce son droit de contrôle des orientations. En effet, les journaux fédéraux (sous la responsabilité de la Direction fédérale) doivent illustrer sur le plan régional, la politique nationale du Parti Communiste Révolutionnaire de France.

Article 18:

Le Comité exécutif fixe le prix du journal à la vente et le montant annuel de l'abonnement. Les ressources du journal sont essentiellement procurées par les abonnements, la vente militante, les souscriptions de soutiens et dons.

La CCF rend compte chaque année de la gestion financière du journal.

CHAPITRE V

La participation aux élections

Article 19:

La participation du Parti aux différentes élections - législatives, régionales, cantonales, municipales et européennes - est discutée au Comité central. Les candidatures aux élections législatives et aux élections européennes sont décidées par le Comité central. Pour les autres élections, le Comité central, après consultation avec les organisations concernées, juge de l'opportunité ou non de présenter des candidats ou d'apporter son soutien à une liste.

Pour toute candidature éventuelle aux élections présidentielles, une conférence nationale sera convoquée pour ratifier le programme et choisir le (a) candidat (e).

Le contenu des campagnes et les programmes des candidats sont dirigés par le Comité central (législatives, européennes, régionales), le Comité fédéral (régionales, cantonales, municipales). En cas de différents, le Comité central tranche.

Les élus du parti forment un groupe en liaison avec les directions du parti concernées qui en désignent le Président. Les élus à tous les niveaux sont chargés de mettre en œuvre les orientations du Parti sous la direction des organismes concernés qui leur fixent un mandat politique. Les indemnités afférentes à un mandat électif sont reversées au Parti dans les conditions définies par le Congrès (quote-part national/fédération). Tout non reversement injustifié des indemnités est passible de sanctions.

CHAPITRE VI

Violation de la discipline/Sanctions

Article 20 :

Les violations des règles de fonctionnement du parti sont sanctionnées selon leur degré de gravité. Les sanctions sont notifiées à (aux) l'intéressé (es) dans les 8 jours suivant le vote du Comité central.

En cas d'exclusion, le ou les intéressé(s) ne peut/peuvent se prévaloir de l'appartenance au Parti Communiste Révolutionnaire de France dans aucune de ses/leurs activités.

Article 21 :

Les organisations du Parti peuvent décider des sanctions suivantes :

- avertissement, blâme, retrait des responsabilités, exclusion. Les camarades concerné (es) peuvent en appeler aux instances supérieures jusqu'au Congrès.
- Les demandes d'exclusion doivent être ratifiées par le Comité Central qui prend sa décision sur la base du rapport de la Commission des conflits.

Article 22 :

Le Comité central doit utiliser le recours à l'exclusion sur la base d'un examen objectif des faits, d'un esprit de camaraderie communiste.

Le rôle d'instructeur de la Commission des conflits est décisif pour arrêter une décision juste. Si le Comité central décide de l'exclusion, le Comité fédéral est informé et doit prendre les dispositions pratiques pour valider cette exclusion.

Article 23 :

En cas de violation des règles de fonctionnement du Parti par une section, le comité fédéral peut demander sa dissolution.

En cas de violation des règles de fonctionnement du Parti, par un Comité fédéral ou une section, le CC, après instruction de la Commission des conflits, est habilité à proclamer la dissolution de la fédération ou de confirmer la dissolution de la section concernée. La décision est rendue publique et fait l'objet d'une communication dans *IC* et sur le site national.

Le comité fédéral pour les sections, le Comité central pour les fédérations devront alors reconstituer une organisation fidèle aux orientations du Congrès avec les communistes porteurs des orientations nationales.

CHAPITRE VII

Modification des statuts - Fusion - Adhésions collectives - Dissolution

Article 24:

Seul le Congrès est habilité à modifier les statuts ou éventuellement le nom de l'organisation. Ces modifications doivent émaner du Comité central sous forme de propositions rédactionnelles soumises aux adhérents au moins trois mois avant le Congrès et mises à son ordre du jour.

Fusion avec d'autres organisations / Adhésions collectives

Article 25 :

a/ - au cas où une organisation politique décide de rejoindre le PParti Communiste Révolutionnaire de France, un Congrès extraordinaire est convoqué pour ratification. La majorité requise est fixée à 66% des délégués.

b/ - au cas où le Comité central déciderait de la fusion du Parti Communiste Révolutionnaire de France avec une autre organisation communiste pour créer une structure nouvelle – Parti ou non – un Congrès extraordinaire est convoqué. Une majorité de 75% des délégués au Congrès extraordinaire est nécessaire pour entériner la fusion.

c/ - La dissolution éventuelle du Parti Communiste Révolutionnaire de France nécessite un Congrès extraordinaire dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa b/ de l'article 26.

Une majorité de 75% des délégués est nécessaire pour proclamer la dissolution. Les camarades chargés de la liquidation des biens et avoirs en informent la presse et adoptent les dispositions légales.

CHAPITRE VIII

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France participe à ***l'Initiative des Partis Communiste et Ouvriers pour l'Étude et la recherche sur les problèmes européens et la coordination de leurs activités (IPCOE).***

CHAPITRE IX

Emblème – Hymne - Logo

Article 26 :

L'hymne du Parti est *l'Internationale*.

L'emblème, les logos et drapeau adoptés au Congrès sont obligatoires pour l'ensemble de l'organisation. Le logo de l'IPCOE est associé à celui du Parti Communiste Révolutionnaire de France dans le matériel de propagande et la communication.
